

Perspectives pour les pays du G5 Sahel à l'horizon 2040

Stellah Kwasi, Jakkie Cilliers, Zachary Donnerfeld, Lily Welborn et Ibrahim Maïga



Les pays du G5 Sahel – le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad – sont confrontés à de nombreux défis. Ce rapport utilise le système de prévision de International Futures pour analyser la trajectoire de développement plausible de ces cinq pays dans les domaines de l'agriculture, de la démographie, des infrastructures, de la gouvernance et de l'éducation, d'ici 2040. Il compare ces perspectives avec l'impact combiné d'un scénario positif, Fleur du Désert, et d'un scénario dystopique, Sahelistan, et présente des recommandations.

Principales conclusions

- ▶ La majorité de la population est dépendante de l'agriculture et du pastoralisme.
- ▶ Le Sahel restera l'une des régions au monde les plus durement touchées par le changement climatique.
- ▶ Les indicateurs de développement humain des pays du G5 Sahel, notamment pour le Tchad et le Niger, sont inférieurs à ceux de n'importe quelle autre région du monde.
- ▶ La population de la région pourrait doubler d'ici 2040.
- ▶ L'extrémisme violent et l'insécurité qui sévissent dans la région empêchent la mise en œuvre de réformes nécessaires dans le domaine du développement pour améliorer les conditions de vie et la sécurité.
- ▶ Les envois de fonds de l'étranger et l'aide internationale continueront à jouer un rôle important. Pourtant, l'Afrique subsaharienne a le coût moyen le plus élevé de transferts de fonds au monde.

Recommandations

Aux gouvernements du G5 Sahel :

- ▶ L'amélioration du rendement du secteur agricole est essentielle pour réduire la pauvreté dans la région. Elle requiert une approche intégrée pour accroître la capacité, l'efficacité et la résilience.
- ▶ Un modèle de gouvernance urbaine plus solide et décentralisé est nécessaire pour s'assurer que l'urbanisation soit un levier pour la prestation de services et l'amélioration du bien-être de la population.

Au Secrétariat permanent du G5 Sahel :

- ▶ Entreprendre des recherches permanentes pour comprendre et répondre à l'évolution de la dynamique des communautés pastorales.
- ▶ Promouvoir, approfondir et appliquer les politiques de bonne gouvernance et les principes humanitaires dans les États membres du G5 Sahel comme élément clé de la lutte contre l'extrémisme violent.

À la CEDEAO, l'Union africaine et autres acteurs régionaux et continentaux :

- ▶ Renforcer la coopération avec le G5 Sahel en vue de contribuer au renforcement des institutions et des normes, et qu'il soit reconnu à l'échelle mondiale en tant qu'entité légitime pour la promotion du développement économique, de la paix et de la sécurité au Sahel.
- ▶ Soutenir l'intégration régionale pour débloquer des marchés plus vastes.

Aux Nations unies :

- ▶ Rendre totalement opérationnelle la stratégie intégrée des Nations unies pour le Sahel, en accordant

la priorité aux domaines visant à atteindre les objectifs de développement durable (ODD).

- ▶ Promouvoir le soutien international en faveur du G5 Sahel et ses États membres, grâce à des programmes de sensibilisation afin d'éveiller les consciences sur la gravité des menaces à la sécurité humaine dans la région.
- ▶ Faciliter la mobilisation des fonds et d'autres ressources nécessaires pour relever les défis de la région et assurer la mise en œuvre efficace des programmes de développement.

Aux partenaires internationaux du développement :

- ▶ Dans la mesure du possible, les aides devraient stimuler et diversifier les économies des cinq pays et améliorer les systèmes d'éducation pertinents tout en créant et en améliorant les infrastructures pour faciliter l'accès aux marchés, aux services financiers et aux possibilités d'emploi. Elles ne devraient pas compromettre l'appropriation locale.
- ▶ Soutenir un programme de subventions en espèces utilisant les technologies modernes.
- ▶ Soutenir la protection des ressources telles que l'écosystème marin.
- ▶ Réduire le coût des envois de fonds des populations de la diaspora vers les pays du Sahel et inverser la tendance actuelle « *de-risking* » pratiquée par les banques commerciales.
- ▶ Résister à la tentation d'imposer une démocratie à l'occidentale et permettre l'épanouissement d'une libéralisation politique propre à la région.

Introduction

Depuis plusieurs décennies, le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad, le Groupe de cinq pays du Sahel (G5 Sahel), subissent des bouleversements liés à des coups et contrecoups d'État postindépendance et des institutions faibles et inefficaces. L'instabilité dans les pays voisins tels que l'Algérie, la Libye, le Nigeria et la République centrafricaine, entre autres, a favorisé la propagation de groupes extrémistes violents et d'acteurs liés à la criminalité organisée transnationale dans la région.

Les conséquences du printemps arabe et de l'intervention militaire internationale en Libye ont accentué les défis préexistants, liés au sous-développement, à la fragilité et aux conflits localisés.

Aujourd'hui, la région fait face à des crises multidimensionnelles, dues notamment à l'impact accéléré du changement climatique, une croissance rapide de la population, une pauvreté abjecte et au sous-développement.

Alors que ces défis prennent de l'importance, les pays du G5 Sahel suscitent depuis peu une attention internationale considérable, qui résulte largement de l'intensification des activités et de l'influence

grandissante des organisations extrémistes violentes, ainsi que de l'utilisation accrue de la région comme passage pour les migrants vers l'Europe. Ce regain d'intérêt international a également provoqué le déploiement de forces de sécurité (sous mandats bi ou multilatéraux) pour la promotion et le maintien de la paix et de la sécurité, ainsi que la volonté d'accroître le financement dans les domaines du développement et de l'intervention humanitaire.

Le G5 Sahel est constitué du Burkina Faso, du Tchad, du Mali, de la Mauritanie et du Niger

Dans ce contexte, le présent rapport se réfère à une plateforme de modélisation dénommée « International Futures » (IFs, voir encadré 1) pour étudier certains des principaux facteurs structurels qui détermineront l'avenir à long terme des pays du G5 Sahel d'ici 2040.

Les sections ci-dessous présentent les principales caractéristiques actuelles des pays du G5 Sahel, ainsi que les prévisions d'évolution d'ici 2040. Pour soutenir l'analyse, l'étude se base sur une prévision augmentée de la Trajectoire actuelle formulée par IFs (voir encadré

Encadré 1 : Plateforme de modélisation IFs

La plateforme de modélisation IFs est un outil de prévision à long terme qui contribue à réduire l'incertitude autour du développement. IFs intègre des données concernant 12 secteurs clés : agriculture, démographie, économie, éducation, énergie, environnement, finance, gouvernance, infrastructure, politique internationale, santé et technologie. Tous les secteurs sont interconnectés au sein de IFs, une modification dans un secteur entraînant des répercussions sur les autres secteurs. IFs est un système hybride qui s'inspire de plusieurs techniques traditionnelles de modélisation pour former une série d'algorithmes aux relations endogènes au sein des secteurs clés. Le modèle est développé et hébergé par le Centre Frederick S Pardee pour les Futurs internationaux de l'École d'études internationales Josef Korbel, à l'université de Denver. Il est en accès

libre et peut être téléchargé gratuitement à www.pardee.du.edu.

La plateforme IFs dispose de plus de 4 500 séries de données sur 186 pays et projette plus de 600 variables à l'horizon 2100. Le modèle tire ses données de plusieurs organisations internationales, notamment le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la santé, les Nations unies, ainsi que toutes les organisations qui ont pour objectif d'assurer la comparabilité et la qualité de leurs données. Les données, lorsqu'elles sont disponibles, remontent aux années 1960 et les prévisions IFs commencent à partir de 2015 (année de référence actuelle). Cet outil fournit des informations pertinentes pour influencer nos modes de pensées et circonscrire l'incertitude, en fonction des objectifs de développement voulus.

Encadré 2 : Scénario de la Trajectoire actuelle de IFs

La Trajectoire actuelle de IFs est un scénario intégré qui représente le parcours « le plus probable » basé sur notre compréhension des systèmes modélisés au sein de la plateforme. Elle présente une prévision fiable des évolutions possibles en matière de développement. Elle constitue un point de départ utile à partir duquel des scénarios alternatifs peuvent être élaborés. L'équipe du programme Futurs africains et

Innovation (African Futures and Innovation, ou AFI) » de l'Institut d'études de sécurité (ISS) a organisé un atelier consultatif à Dakar du 1er au 5 octobre 2018, afin de présenter les prévisions de la Trajectoire actuelle à des experts thématiques et d'autres acteurs clés de la région. Cet atelier a également servi de cadre pour l'élaboration des scénarios qui sont présentés dans ce rapport.

2 et annexe). Les sections qui suivent analysent l'ampleur du sous-développement régional à partir de quatre facteurs : le capital physique, le capital humain, le capital social et le capital de connaissances.

La seconde partie du rapport complète l'analyse de la Trajectoire actuelle avec la mise en œuvre d'interventions positives dans les domaines de l'agriculture, de la démographie, de l'éducation, de la gouvernance, des infrastructures, ainsi que de l'aide extérieure et des investissements étrangers. Cette analyse est dénommée scénario « **Fleur du désert** ». L'emploi de cette appellation dans le rapport souligne la voie que peut emprunter le Sahel pour parvenir à un développement économique sain compte tenu des contraintes actuelles.

Nous présentons également une projection pessimiste que nous appelons le scénario « **Sahelistan¹** » qui simule les conséquences d'une sécheresse, et d'une détérioration générale des perspectives de sécurité et de développement dans la région.

Nous présentons l'impact global de ces scénarios et nous en discutons en utilisant des indicateurs clés tels que les niveaux de pauvreté et de revenu avant de formuler, en conclusion, un ensemble de recommandations.

Toutes les devises mentionnées dans le rapport ont été converties en euros, au taux moyen de 2017, et lorsque des comparaisons ont été faites avec d'autres pays à revenu faible ou intermédiaire inférieur, les pays du G5 Sahel ont été ôtés de ces catégories.

Contexte des pays du G5 Sahel

La définition du Sahel varie d'un auteur à l'autre. Il est souvent défini en termes climatiques et territoriaux. Dans

le document présent, le G5 désigne le Groupe des cinq pays sahéliens qui se sont réunis pour créer la Force du G5 Sahel en février 2014 (voir la carte ci-dessous), avec un secrétariat à Nouakchott, en Mauritanie. La convention portant création du G5 Sahel, adoptée par les chefs d'État des cinq pays le 19 décembre 2014, énonce les objectifs principaux du G5 Sahel, soit :

- De garantir des conditions propices au développement et à la sécurité
- D'offrir un cadre stratégique d'intervention qui permette d'améliorer les conditions de vie des populations
- D'allier le développement et la sécurité soutenus par la démocratie
- De promouvoir un développement régional inclusif et durable².

Chacun des cinq pays appartient également à d'autres communautés économiques régionales

La région du Sahel a toujours été très poreuse. Les anciennes routes commerciales transsahariennes ont facilité le commerce transfrontalier et la transhumance pendant des siècles, bien avant la période coloniale française.

Les cinq pays sont symboliquement membres de la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD), créée le 4 février 1998³. Cependant, depuis la crise en Libye, où siège son secrétariat, la CEN-SAD est de fait inactive. Chacun des cinq pays appartient également à d'autres communautés économiques régionales (CER) qui traversent la région, soulignant

Carte 1 : Pays du G5 Sahel



ainsi la nature fragmentée des relations politiques et économiques du Grand Sahel.

Le Burkina Faso, le Mali et le Niger font partie de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), établie en 1975 par le Traité de Lagos⁴, que la Mauritanie a quittée en 2000 – bien que le pays conserve son statut d'observateur – et de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). La Mauritanie appartient à l'Union du Maghreb arabe (UMA), fondée en 1989 à Marrakech⁵, au Maroc. L'UMA fonctionne au ralenti depuis plusieurs dizaines d'années, principalement en raison de l'impasse autour de la question du Sahara occidental. Le Tchad, quant à lui, est le seul pays du G5 Sahel membre de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), créée le 18 octobre 1983⁶, et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), créée le 16 mars 1994⁷. Le pays partage également ses frontières avec plusieurs pays en crise, tels que la Libye, le Soudan, la République centrafricaine, le Nigeria et le Cameroun. Le Tchad a été profondément affecté par ces conflits.

Aujourd'hui, les cultures vivrières produites par les pays de la région sont le niébé, le millet et le sorgho, tandis que le coton et l'arachide représentent les cultures commerciales les plus répandues. Les éleveurs vivent généralement de leurs activités pastorales (bovins, caprins et ovins), mais la pêche est aussi une source importante de subsistance, désormais menacée par le changement climatique et la pression démographique.

La Mauritanie abrite l'un des écosystèmes marins les plus riches de la planète

La Mauritanie abrite l'un des écosystèmes marins les plus riches de la planète ; il représente plus de 25 % de ses revenus d'exportation⁸. Cependant, les zones de pêche sont exploitées à des taux de 30 à 40 % supérieurs au rendement durable maximum⁹. La hausse des températures ainsi que l'acidification de l'océan, relevées par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)

et l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique (National Oceanic and Atmospheric Administration ou NOAA), menacent encore plus la durabilité de cet écosystème.

La pêche dans les eaux intérieures subit également une forte pression, le bassin du lac Tchad en étant l'illustration parfaite. Entre 1963 et 2001, la superficie du lac est passée d'environ 22 000 km² à environ 1 300 km², soit une réduction de plus de 90 %¹⁰. Le directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a déclaré que la situation du bassin du Lac Tchad n'est « pas seulement une crise humanitaire, mais aussi une crise écologique¹¹ ».

Entouré par le Tchad, le Cameroun, le Nigeria et le Niger, le lac Tchad constitue une source de subsistance pour 30 millions de personnes, du Soudan, à l'est, jusqu'à l'Algérie, au nord-ouest¹². Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) estime qu'en juillet 2018, environ 5 millions de personnes étaient touchées par l'insécurité alimentaire dans la zone, que près de 11 millions nécessitaient une assistance humanitaire et qu'environ 500 000 enfants souffraient de malnutrition aiguë sévère¹³.

À l'exception de la Mauritanie, classée pays à revenu intermédiaire inférieur par la Banque mondiale, les pays

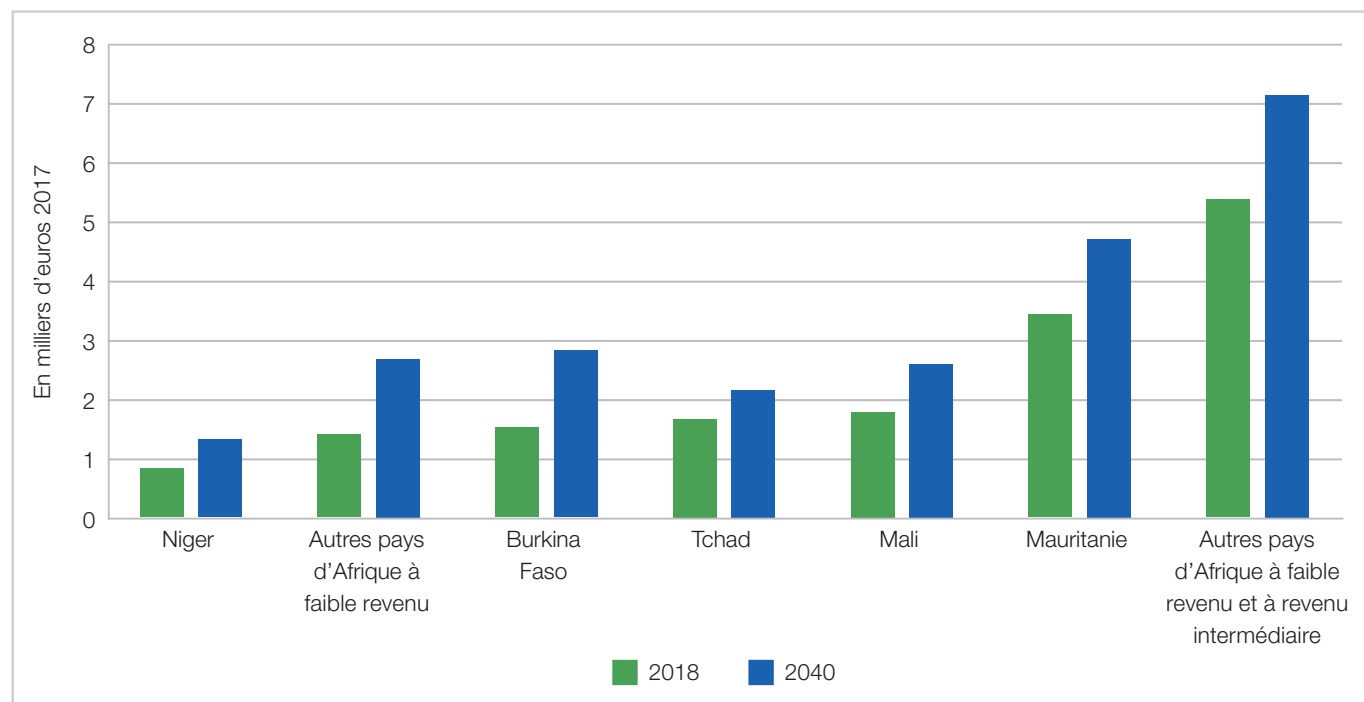
du G5 Sahel font partie des pays à faible revenu et leurs indicateurs de développement sont souvent des plus bas¹⁴. Au cours des dernières décennies, le produit intérieur brut (PIB) et les revenus par habitant ont stagné, voire chuté. Aujourd'hui, le PIB par habitant au Niger représente un tiers de ce qu'il était en 1960, aussi bien en valeur absolue qu'après application de la parité de pouvoir d'achat.

Les pays du G5 Sahel font partie des pays à faible revenu

Jusqu'au début des années 2000, le PIB par habitant du Tchad était également inférieur à celui de 1960. La Mauritanie a vu son PIB par habitant décliner en 1970, avant de dépasser ce niveau en 2013. Le Burkina Faso et le Mali sont parvenus à améliorer légèrement leur PIB par habitant depuis leur indépendance, mais, en 2016, ils figuraient aux 168^e et 161^e rangs sur les 186 pays enregistrés dans la base de données IFs¹⁵.

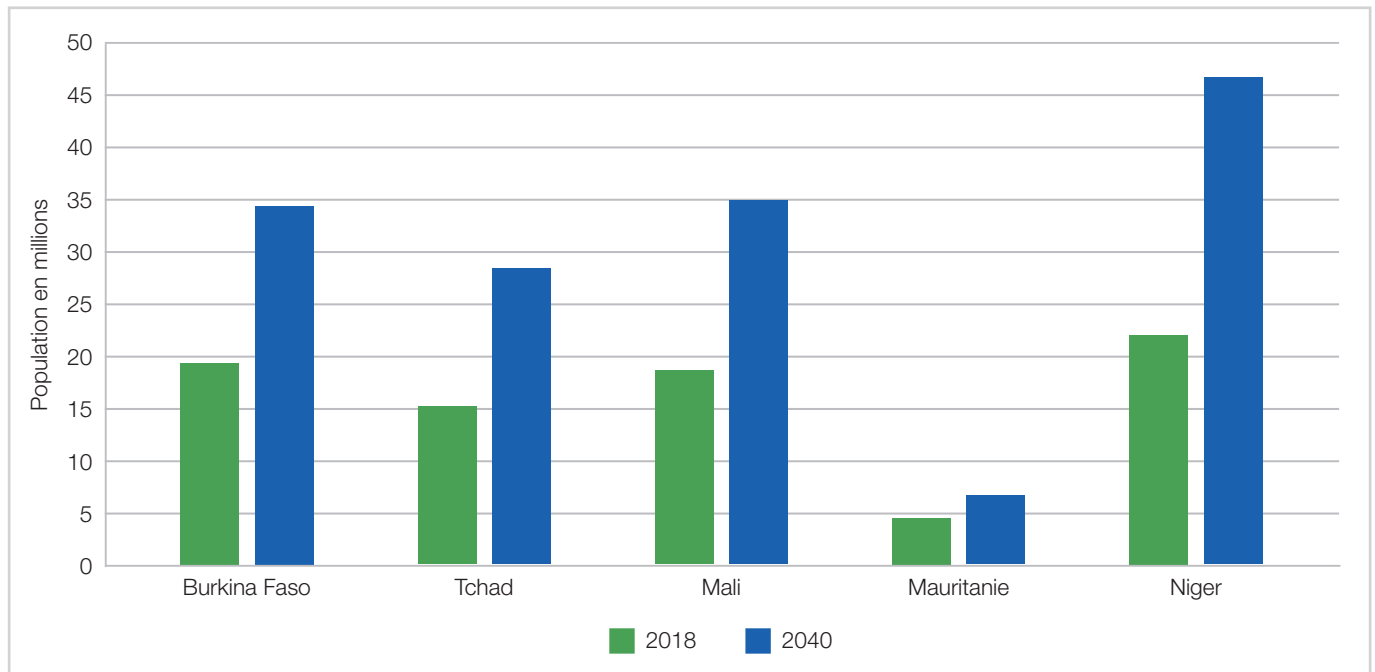
La figure 1 présente le PIB prévisionnel par habitant dans les pays du G5 en 2018 et les prévisions de la Trajectoire actuelle IFs pour 2040, ainsi que la moyenne pour les autres pays africains ayant un niveau de revenu similaire. Ces cinq pays ont connu globalement une croissance

Figure 1 : PIB par habitant en 2018 et 2040 (à parité de pouvoir d'achat)



Source : La version 7.36 de IFs, données historiques issues des indicateurs du développement dans le monde

Figure 2 : Taille de la population en 2018 et 2040



Source : La version 7.36 de IFs, données historiques de la Division de la population des Nations unies

légèrement supérieure à celle de leurs pairs au cours des dernières années, avec un taux de croissance moyen du PIB de 4,6 % – contre 4 % pour les autres pays africains à faible revenu – entre 1990 et 2017.

En 2018, le Niger était le seul pays du G5 dont le PIB par habitant était inférieur à la moyenne des autres pays africains à faible revenu. Cela étant, d'ici 2040, seul le Burkina Faso devrait se maintenir au-dessus de la moyenne des pays africains à faible revenu.

Le changement climatique a un impact dévastateur sur les pays du G5 Sahel

Malgré une croissance annuelle du PIB estimée à 4,9 % pour la région (aucun des pays ne verra un taux inférieur à 3,9 % par an durant les 22 prochaines années), le PIB par habitant au Sahel ne suivra pas l'évolution de celui des autres pays africains à faible revenu. La Mauritanie est actuellement en retard par rapport à la moyenne des autres pays africains à revenu intermédiaire inférieur, et elle accusera un retard supplémentaire d'ici 2040.

L'une des principales causes de la stagnation du PIB par habitant est la forte croissance démographique

(voir figure 2), la population étant passée de 33 millions en 1990 à 81 millions en 2018. D'ici 2040, la région devrait compter 152 millions d'habitants. À titre de comparaison, en 1990, l'Afrique du Sud avait près de 4 millions d'habitants de plus que la population totale des pays du G5 Sahel, alors qu'en 2040, elle aura environ 84 millions d'habitants en moins.

Plus de 40 % des 81 millions de personnes (soit environ 33 millions) vivent dans l'extrême pauvreté (c'est-à-dire en-dessous du revenu journalier moyen de 1,90 dollars par personne au taux moyen de 2011). Plus de 30 % n'ont pas accès à l'eau potable et plus de 80 % ne bénéficient pas d'installations sanitaires de qualité.

De plus, le nombre moyen d'années de scolarisation des adultes âgés de 15 ans et plus dans les pays du G5 Sahel est deux fois moins élevé que dans le reste du continent, et trois fois moins que la moyenne mondiale. Les rendements agricoles sont faibles, environ 1,2 tonnes par hectare, et sont comparables aux moyennes de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) dans les années 1970.

Le changement climatique a un impact dévastateur sur les pays du G5 Sahel. Le GIEC note que « au cours de la période de mesure dans les années 1980,

[le Sahel] a enregistré le plus important déclin en précipitations au monde¹⁶ ». La dégradation de l'environnement et les conflits violents ont entraîné le déplacement de millions de personnes et continueront d'aggraver la crise environnementale¹⁷.

D'autre part, il est estimé que les cinq pays vont subir des impacts parmi les plus violents du changement climatique dès 2030 : imprévisibilité accrue des précipitations, hausse des températures, sécheresses plus fréquentes et vagues de chaleur prolongées¹⁸.

La NOAA estime que la sécheresse « excédera celle des années 1980 d'ici la moitié du xxi^e siècle¹⁹. Cet assèchement endommagera la capacité du sol à absorber l'humidité. Ainsi, les précipitations seront davantage susceptibles de provoquer des inondations et des glissements de terrain, et nuira davantage à la productivité agricole. Dans une région fortement dépendante de l'agriculture pluviale et du pâturage, une forte croissance démographique exercera une pression accrue sur l'utilisation des terres²⁰.

Qui plus est, des décennies de mauvaise gouvernance et de négligence ont créé un terreau favorable à la radicalisation et à des formes de résistance violente contre les gouvernements centraux, qui sont généralement perçus comme indifférents, corrompus, oppressifs et abusifs²¹.

Au Mali, par exemple, le crime organisé contribue à la désagrégation des hiérarchies traditionnelles dans le Nord où il nourrit la collusion entre entreprises, élites locales et membres corrompus des services de sécurité pour partager leurs profits avec des politiciens dans le Sud²².

Au Niger, le crime organisé porte atteinte à l'État de droit ainsi qu'à la gouvernance en infiltrant les structures de l'État ; souvent lié à l'extrémisme violent, il favorise la corruption, aggrave les divisions sociales et entretient les différends. Ces phénomènes alimentent d'autres enjeux de gouvernance dans la région.

En conséquence, le concept d'espaces « non gouvernés » ou « gouvernés alternativement²³ » dans le Nord du Mali et ailleurs s'imisce dans le débat sur la sécurité et la stabilité, tout comme l'effondrement des structures formelles de l'État dans certaines zones de la région. Il convient toutefois de reconnaître que de larges pans de ces territoires n'ont jamais été formellement gouvernés.

En réponse à la dégradation de la situation sécuritaire, les pays du G5 Sahel ont cherché à développer une réponse coordonnée en établissant le Secrétariat permanent et la Force conjointe du G5 Sahel (FC-G5S) en 2014. Le secrétariat est chargé de coordonner les efforts de développement et a notamment élaboré un Programme d'investissements prioritaires (PIP) qui privilégie la gouvernance, la sécurité, les infrastructures ainsi que la résilience économique.

La migration à l'intérieur et entre les pays de la région représente un facteur économique important

La FC-G5S est confrontée à de nombreux obstacles et manque de tous types de ressources. Ces obstacles ou défis s'expliquent en partie par le fait que les pays du G5 Sahel n'ont pas encore pleinement respecté leur engagement à contribuer en fournissant des troupes. Elle manque également de formation et d'équipement, et ses bases militaires sont en mauvais état. En outre, la Force fait face à des problèmes de hiérarchie ainsi qu'à une complexité de la menace et à une coopération insuffisante avec les autres initiatives de sécurité dans la région²⁴. Enfin, elle repose sur une série de différents mécanismes de financement, mais les fonds promis sont décaissés trop lentement.

Ces défis sécuritaires révèlent la mauvaise gouvernance qui règne sur la région depuis des décennies. En témoigne le nombre d'acteurs multinationaux et régionaux actifs dans les pays du G5 Sahel (voir encadré 3).

La région chevauche l'une des deux principales routes de transit migratoire au monde, le Soudan du Sud, la RCA et la République démocratique du Congo faisant partie des principaux pays de départ de réfugiés et de migrants au monde. De surcroît, la détérioration de la situation sécuritaire au Nigeria due aux activités de Boko Haram a entraîné des déplacements forcés en masse.

Environ un quart des migrants citent l'Europe comme destination finale et, ces dernières années, un nombre croissant de migrants ouest-africains semblent se tourner vers les économies émergentes du continent.

Encadré 3 : Acteurs multinationaux et régionaux actifs au Sahel

Parmi les autres forces présentes dans la région on trouve la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), basée à Bamako et créée en 2013. La Résolution 2391 du Conseil de sécurité de l'ONU de décembre 2017 a mandaté la MINUSMA pour soutenir la FC-G5S au Mali (car le mandat de la MINUSMA est restreint au Mali) sur la base d'un remboursement. La mise en œuvre de cette résolution a toutefois été freinée par un manque de ressources et le versement de contributions volontaires plutôt qu'obligatoires de la part d'États membres clés de l'ONU. Un des enjeux est de déterminer comment dissocier les Nations unies de l'engagement dans les opérations de lutte contre le terrorisme²⁵.

L'opération française anti-terroriste Barkhane²⁶, forte de 3 000 hommes, est basée à N'Djamena, au Tchad, et couvre tous les pays du G5 Sahel.

La Force multinationale mixte (FMM) est également basée à N'Djamena, au sein de la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT) et comprend des États appartenant à la fois à la CEDEAO (Bénin, Niger et Nigeria) et à la CEEAC (Cameroun et Tchad). La FMM est mandatée par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine pour éliminer Boko Haram et stabiliser les pays touchés. Le Niger et le Tchad sont les deux pays du G5 Sahel les plus affectés par Boko Haram et sont tous deux membres de la FMM.

Les migrants se déplacent en raison de l'absence de droits, de la violence, de l'insécurité générale et de l'insuffisance des perspectives économiques et des services sociaux dans leur pays. Ils migrent vers des pays où le niveau de vie est meilleur, où il y a des opportunités d'emploi et où ils ne seront pas victimes d'oppressions. Dans une large mesure, la migration à l'intérieur et entre les pays de la région représente un facteur économique important et remonte à plusieurs générations²⁷.

Conscients de ces risques, les membres de l'Alliance du Sahel (France, Allemagne, Union européenne, Banque mondiale, BAD, PNUD, Italie, Espagne et Royaume-Uni) ont annoncé la mise en œuvre de plus de 500 projets

pour transformer la région du Sahel (incluant les pays qui n'appartiennent pas au G5), pour un montant de six milliards d'euros. Cependant, une fois répartis dans cette vaste région, ils pourraient n'avoir qu'un impact minime sur les tendances migratoires actuelles²⁸.

La région chevauche l'une des deux principales routes de transit migratoire au monde

Malgré ces défis, il y a également lieu d'être prudemment optimiste. À la suite de la récente découverte des

Tableau 1 : Programme d'investissements prioritaires

Axes stratégiques	Nombre de projets	Coût total	Financement acquis		Financement recherché	Écart
			États	Partenaires techniques et financiers		
Défense et Sécurité	3	454,60 M€	40,90 M€	17,5 M€	396,20 M€	87 %
Gouvernance	4	90,00 M€	9,00 M€	–	81,00 M€	90 %
Résilience et Développement humain	6	228,02 M€	23,13 M€	0,25 M€	204,64 M€	90 %
Infrastructures	27	1 223,69 M€	176,85 M€	0,24 M€	1 046,61 M€	85 %
Total	40	1 996,31 M€	249,88 M€	18 M€	1 728,45 M€	87 %

Source : Programme d'investissements prioritaires 2019–2021, octobre 2018

réserves de Grand Tortue-Ahmeyin, la Mauritanie et le Sénégal partagent désormais des gisements de gaz en eau profonde le long de leur frontière maritime. British Petroleum (BP) estime qu'il existe un potentiel de près de 1 415 km³, soit un volume équivalent à celui produit en sept ans par l'ensemble de l'Afrique. À l'heure actuelle, les recherches ont confirmé la présence de réserves de « haute qualité » sur 25 km³ de cette zone (soit 2 % du total estimé) et la production de gaz devrait démarrer d'ici 2021²⁹. Les revenus générés par cette manne pourraient faire progresser plusieurs indicateurs de développement en Mauritanie, à condition qu'une gestion adaptée soit mise en place et que des investissements dans la promotion de la croissance et la lutte contre la pauvreté soient privilégiés. Par exemple, le Tchad et le Niger ont peu bénéficié des ressources naturelles dont ils disposent pour le développement.

Les enjeux économiques, sociaux et politiques associés aux importantes découvertes de pétrole, de gaz et de minéraux (ou la « malédiction des ressources naturelles ») sont bien connus et documentés et il faut particulièrement en tenir compte au moment de déterminer les retombées souhaitées de ces découvertes³⁰.

Le Sahel est également doté d'un grand potentiel d'électrification grâce à ses ressources importantes en énergie renouvelable – principalement solaire – qui pourraient être combinées à des solutions hors réseau et mini-réseaux pour rapidement électrifier de nombreux foyers. À cette fin, la Banque africaine de développement (BAD) a promis 10,2 milliards d'euros sur quatre ans (période 2016–2020) pour améliorer le développement énergétique dans les pays du G5 Sahel, à Djibouti, en Érythrée, en Éthiopie, au Nigeria, au Sénégal et au Soudan, dans le cadre du programme « Transformer le désert en énergie »³¹.

En mai 2018, le Fonds vert pour le climat et le fonds d'investissement Africa50 ont rejoint le programme Desert to Power de la BAD dont l'objectif est de développer l'énergie solaire dans tout le Sahel³².

Cadre et analyse

Au sein de IFs et de nombreux autres outils de modélisation, la croissance économique est décomposée en divers facteurs, dont le travail, le capital et la productivité multifactorielle (PMF), qui comprend le capital humain, le capital social, le capital physique et le capital de connaissances.

Dans ce rapport, chacun de ces éléments fournit une idée approximative du niveau de santé et d'éducation (capital humain), de la qualité de la gouvernance (capital social) et des infrastructures (capital physique). Le capital de connaissances, dernière composante de la PMF, mesure l'insertion dans l'économie mondiale³³. Chacun de ces quatre éléments de la PMF peut être positif ou négatif, comparativement à d'autres pays de niveaux de développement similaires, en fonction de son effet stimulateur ou réducteur sur les taux de croissance³⁴.

Dans l'analyse fournie par IFs du G5 Sahel en tant que groupe, les quatre composantes de la PMF sont négatives. Le capital physique (c.-à-d. le manque d'infrastructures) est le principal frein à la croissance, suivi du capital humain, social et de connaissances. Un capital physique insuffisant est un obstacle majeur pour de nombreux pays africains, ce qui confirme le diagnostic établi par la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies (CEA), la BAD et d'autres organisations qui stipule que le continent africain souffre d'un important déficit en infrastructures³⁵. Le défaut d'infrastructures des pays du G5 Sahel est non seulement plus important que celui des autres pays africains à revenu faible ou intermédiaire inférieur, mais ces pays souffrent également d'un déficit considérable en capital humain.

La majorité de la population active du G5 vit de l'agriculture de subsistance

Certes, il est nécessaire, à bien des égards, de s'attaquer au problème immédiat de la sécurité afin de permettre des améliorations dans d'autres domaines. Cette question, elle aussi, relève du capital social, qui s'inscrit dans la problématique centrale de la mauvaise gouvernance.

Actuellement, la majorité de la population active du G5 vit d'une agriculture de subsistance peu insérée dans le reste de l'économie régionale, même si les services représentent une part croissante de l'activité économique. Dans l'avenir, IF prévoit que la composition structurelle de l'économie s'orientera progressivement vers les services et dépassera 50 % du PIB total en 2040. En revanche, l'agriculture, actuellement deuxième secteur le plus important, devrait considérablement diminuer, passant d'environ

34 % en 2018 à 15 % en 2040, partiellement en raison de l'impact du changement climatique sur les rendements agricoles.

Cependant, une vision régionale peut masquer d'importantes disparités entre les pays. Selon IFs, le secteur tertiaire du Burkina Faso devrait connaître une croissance considérable passant de 50 % en 2018 à 62 % en 2040. L'agriculture occupe la part la plus importante dans l'économie au Tchad, contrairement à la Mauritanie où le secteur devrait décliner et ne représenter qu'environ 10 % de son économie en 2040.

Dans les sections suivantes, nous examinons les défis concernant le capital physique, humain et social, relativement au rôle que jouent les services, l'agriculture, l'énergie, les matériaux et les technologies de l'information au niveau national.

Le défi du capital physique

La croissance économique des pays du G5 Sahel se heurte au manque d'infrastructures, notamment aux routes défectueuses, à un accès limité à l'eau et aux installations d'assainissement et d'hygiène (Water, Sanitation and Hygiene, WASH), au faible niveau d'électrification et au déficit des technologies basiques de l'information et de la communication. Le Tchad est, de loin, le dernier des cinq pays, plus de 90 % de sa

population n'ayant pas accès à l'électricité ou à des installations sanitaires de qualité.

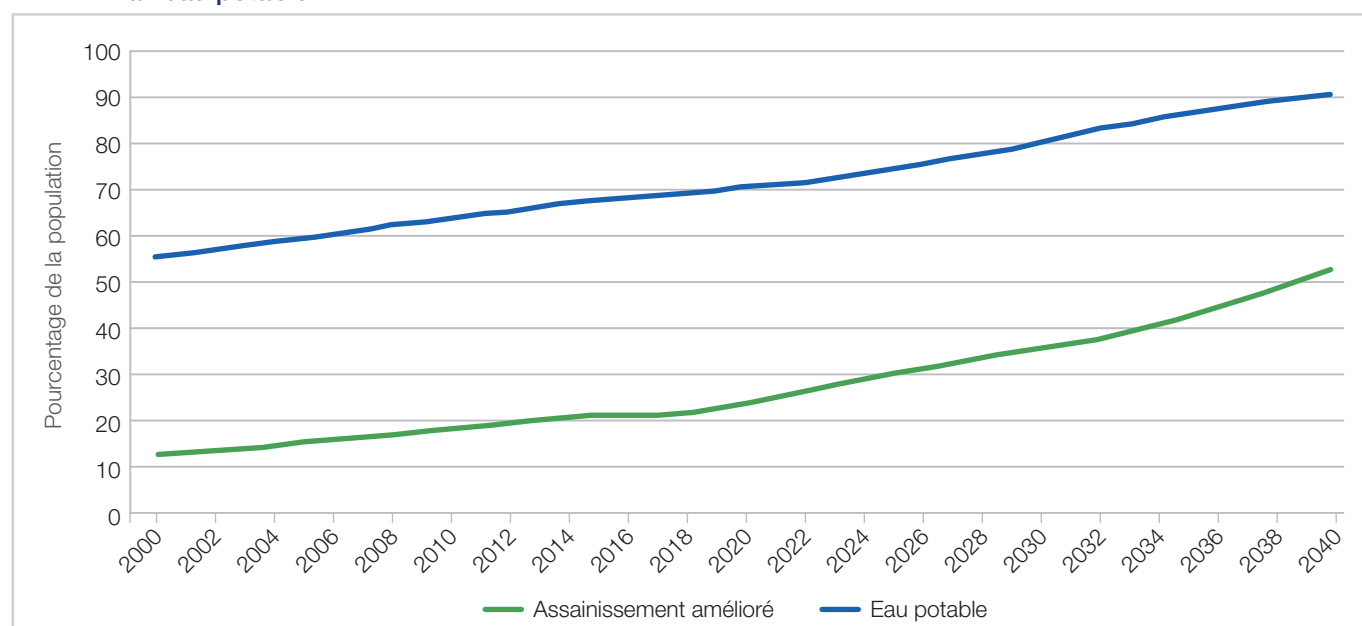
La plateforme IFs estime qu'en 2018, seulement 21 % de la population du G5 Sahel avait accès à des soins de santé de qualité, les taux les plus bas étant ceux du Niger et du Tchad. En outre, seulement 69 % de la population avait accès à l'eau potable en 2018. La Mauritanie a particulièrement souffert de la crise de l'eau de 2014, qui a eu un impact disproportionné sur les populations les plus démunies qui vivaient dans des zones d'habitation informelle³⁶.

L'agriculture occupe la part la plus importante dans l'économie au Tchad

Les conflits, en particulier au Mali, ont entraîné la suspension des services publics ainsi que le retrait d'agences d'aide internationale de certaines régions telles que le Nord et le Centre du Mali. Le pillage et l'abandon dans le Nord du pays ont exacerbé les difficultés structurelles d'accès à ces ressources de base.

Le manque d'accès à l'eau potable et à des installations d'assainissement et d'hygiène de qualité (voir figure 3)

Figure 3 : Pourcentage de la population du G5 Sahel ayant accès à des installations d'hygiène de qualité et à l'eau potable



Source : La version 7.36 de IFs, données historiques du JMP

est directement lié à la forte prévalence de maladies contagieuses³⁷. Il n'est donc pas surprenant que les maladies diarrhéiques, et autres maladies contagieuses³⁸, constituent les causes principales de mortalité, particulièrement chez les enfants de moins de cinq ans.

Les taux élevés de maladies contagieuses représentent non seulement un lourd fardeau pour les systèmes de santé, mais ils entravent également l'éducation et la productivité économique à long terme³⁹. Le taux de retard de croissance dans la région (30 %) – condition physiologique déterminée par le rapport taille/poids et qui a de graves implications cognitives – dépasse de cinq points de pourcentage la moyenne des autres pays africains à faibles revenus.

En outre, le taux d'accès à l'électricité dans les cinq pays n'était que de 22 % en 2018, et devrait, selon IFs, rester sous la barre des 50 % d'ici 2040. La Mauritanie devrait avoir le taux le plus élevé en 2040, à savoir 75 %, et le Tchad le plus bas, seulement 22 %. Ce facteur contribue à la forte dépendance aux cuisinières traditionnelles, estimée à plus de 80 %, un chiffre dans la moyenne des autres pays d'Afrique à faible revenu, mais qui est près de quatre fois supérieur à la moyenne mondiale de 23 %.

La prestation de services est entravée par la grande superficie des territoires, des faibles densités de population et du faible niveau d'urbanisation, qui compliquent l'installation d'infrastructures de base pour l'eau et l'hygiène. Cependant, les données nationales en matière d'urbanisation peuvent être trompeuses : plus de 85 % de la population du Niger vit dans une bande étroite le long du fleuve Niger et de la frontière avec le Nigeria. Au Mali, seulement 10 % de la population vit dans le Nord, qui a connu une dépopulation continue due à la désertification, l'instabilité et l'attractivité de la vie urbaine au Sud⁴⁰.

Une urbanisation adéquatement planifiée pourrait contribuer à améliorer la prestation de services et à accroître les efforts pour atténuer la pauvreté. Il y a une corrélation positive⁴¹ entre urbanisation, éducation et accès aux soins, car il est plus rentable de fournir des services dans des zones à forte concentration démographique.

Les zones urbaines ont généralement un taux de scolarisation primaire et secondaire plus élevé et un écart filles-garçons moindre. Les effets sur la santé sont un

peu plus mitigés, mais les villes présentent généralement de plus faibles taux de malnutrition, de mortalité infantile et juvénile et une plus longue espérance de vie⁴².

De plus, les habitants des zones urbaines auront inévitablement un meilleur accès aux soins et aux technologies comme Internet⁴³. Cependant, il existe également des dangers, tels que la détérioration de la qualité de l'air et de l'eau, les décès liés aux accidents de la route et le risque que les espaces urbains surpeuplés deviennent des foyers de maladies.

La prestation de services est entravée par la grande superficie des territoires et du faible niveau d'urbanisation

Enfin, des groupes tels qu'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et l'État islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO), qui s'est séparé de Boko Haram en août 2016, ont saboté des infrastructures, détruit l'économie locale, perturbé l'éducation et l'enseignement, et détruit ou pillé le patrimoine culturel, comme au Mali⁴⁴. Plus récemment, Boko Haram s'est investi dans des activités économiques comme la vente de poivrons et de poisson pour financer ses activités⁴⁵. Ces dernières années, les groupes se sont scindés et de nouvelles alliances se sont formées. Des organisations extrémistes violentes ont perpétré de nombreuses attaques à l'encontre de cibles toujours plus ambitieuses et élargi leur présence géographique, en particulier dans la zone frontalière du Liptako-Gourma située entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger⁴⁶.

Le défi du capital humain

Les systèmes démographiques sont lents mais puissants, et ils marqueront l'avenir des pays du G5 Sahel. Nous avons précédemment indiqué que la population des cinq pays devrait quasiment doubler d'ici 2040 (voir figure 2). Cependant, à l'exception de la Mauritanie, les pays du G5 sont à un stade précoce de la transition démographique, ce qui signifie qu'ils ont des taux de mortalité et de fertilité élevés. Près de la moitié (47 %) de la population est âgée de moins de 15 ans, ce qui représente presque 38 millions de personnes en 2018.

Bien que les pays du G5 aient amélioré leur espérance de vie moyenne à la naissance – d'environ 47 ans en 1990

à près de 60 ans en 2018 – la moyenne mondiale est d'environ 73 ans. Avec une espérance de vie de 52 ans, le Tchad a le plus faible niveau. D'ici 2040, l'espérance de vie moyenne du G5 devrait s'améliorer pour atteindre 68 ans, contre une moyenne mondiale de 76 ans.

Aujourd'hui, le Niger possède le taux de fertilité le plus élevé au monde, avec sept enfants par femme, suivi de près par le Mali et le Tchad (quatrième et cinquième) avec 5,9 et 5,8 enfants respectivement. En 2040, ces trois pays auront toujours les taux de fertilité parmi les plus élevés au monde.

Parmi les facteurs associés aux taux élevés de fertilité figurent le manque d'accès à la contraception, des infrastructures de base insuffisantes et le faible niveau de scolarisation. L'accès à la contraception dans les pays du G5 Sahel varie, de 17 % au Tchad à 32 % au Burkina Faso, tandis que la moyenne est de 34 % pour les autres pays africains à faible revenu. L'ONU estime que, dans la région, les besoins non satisfaits en matière de contraception moderne varient entre 21 % (au Niger) et 33 % (en Mauritanie)⁴⁷.

Il existe également une forte disparité entre les genres dans l'accès à l'éducation, alors même que le niveau de scolarisation est très faible.

L'accès à la contraception dans le G5 Sahel varie de pays en pays

Seulement 28 % des filles et des femmes âgées de 15 ans et plus achèvent l'école primaire et moins de 9 % finissent le secondaire. De plus, les violences basées sur le genre, comme la mutilation génitale féminine (MGF) et les mariages précoces, témoignent de la perception générale des femmes en tant que citoyennes de seconde zone⁴⁸.

Des initiatives comme le Partenariat de Ouagadougou, qui a pour objectif de combattre la mortalité maternelle et de favoriser la planification familiale en promouvant les méthodes modernes de contraception, doivent être davantage soutenues⁴⁹. Le niveau peu élevé de scolarisation confirme que la région pâtit de la faiblesse de son capital humain.

La figure 4 compare le niveau d'instruction dans les pays du G5 Sahel en 2018 et en 2040, en utilisant une

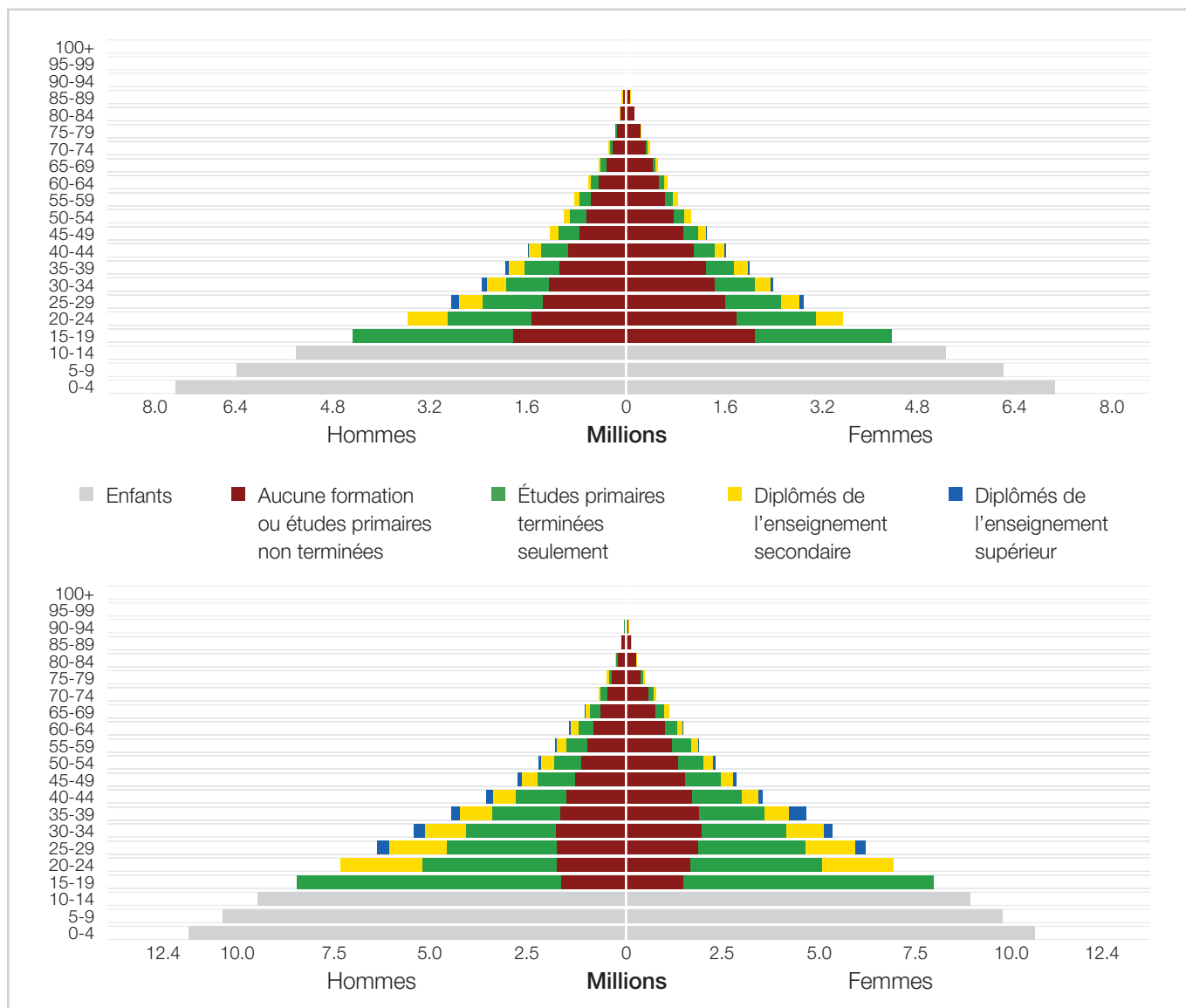
échelle commune pour montrer l'accroissement de la population et des couleurs pour indiquer le niveau d'instruction. En 2018, la pyramide est dominée par le rouge (enseignement élémentaire inexistant ou incomplet), particulièrement en haut (générations d'âge mûr) et à droite (femmes).

Près de 23,8 millions d'adultes (âgés de 15 ans et plus) dans les pays du G5 Sahel n'ont pas terminé l'école primaire ou n'ont pas été scolarisés. D'ici 2040, ce chiffre devrait croître et atteindre 32,5 millions. Près de 34 % d'adultes (soit 14,5 millions) avaient achevé l'école primaire en 2018 ; en 2040, ce chiffre atteindra 47 % environ (soit 42,7 millions). Qui plus est, en 2018, près de 10 % d'adultes (soit 4,2 millions) avaient terminé leurs études secondaires ; d'ici 2040, ce chiffre atteindra 15 % (soit 13,9 millions). Enfin, seulement 1 % d'adultes (467 000) ont complété des études supérieures en 2018 ; en 2040, près de 2,5 % d'adultes (2,3 millions) devraient y parvenir.

Globalement, les niveaux de scolarisation sont extrêmement bas. Le Niger et le Mali comptent parmi les plus faibles taux au monde, figurant ainsi en queue de classement des pays pour le nombre moyen d'années de scolarisation parmi la population adulte (âgée de plus de 15 ans)⁵⁰. Les taux bruts de scolarisation dans le primaire (c'est-à-dire y compris les élèves plus âgés) se sont nettement améliorés, passant d'environ 33 % en 1990 à 89 % en 2018, bien que les taux nets (pourcentage d'enfants en âge d'être scolarisés) soient inférieurs de près de 20 points de pourcentage. Les taux d'achèvement du secondaire inférieur et supérieur sont également plus faibles dans les pays du G5 que ceux auxquels ils sont comparés dans ce rapport. Bien que cela prenne du temps, une main-d'œuvre en bonne santé et éduquée est une condition indispensable pour une croissance économique rapide et une réduction durable de la pauvreté.

La croissance économique tend à s'accélérer lorsque les caractéristiques démographiques sont favorables, notamment quand la proportion de personnes en âge de travailler (15 à 64 ans) par rapport aux personnes à charge (enfants et personnes âgées) est de 1,7 ou plus. Toutes choses étant égales par ailleurs, plus ce ratio est élevé, plus le développement économique devient rapide⁵¹.

Figure 4 : Pyramide de population et niveau de scolarité en 2018 et 2040



Source : La version 7.36 de IFs, données historiques de Barro-Lee

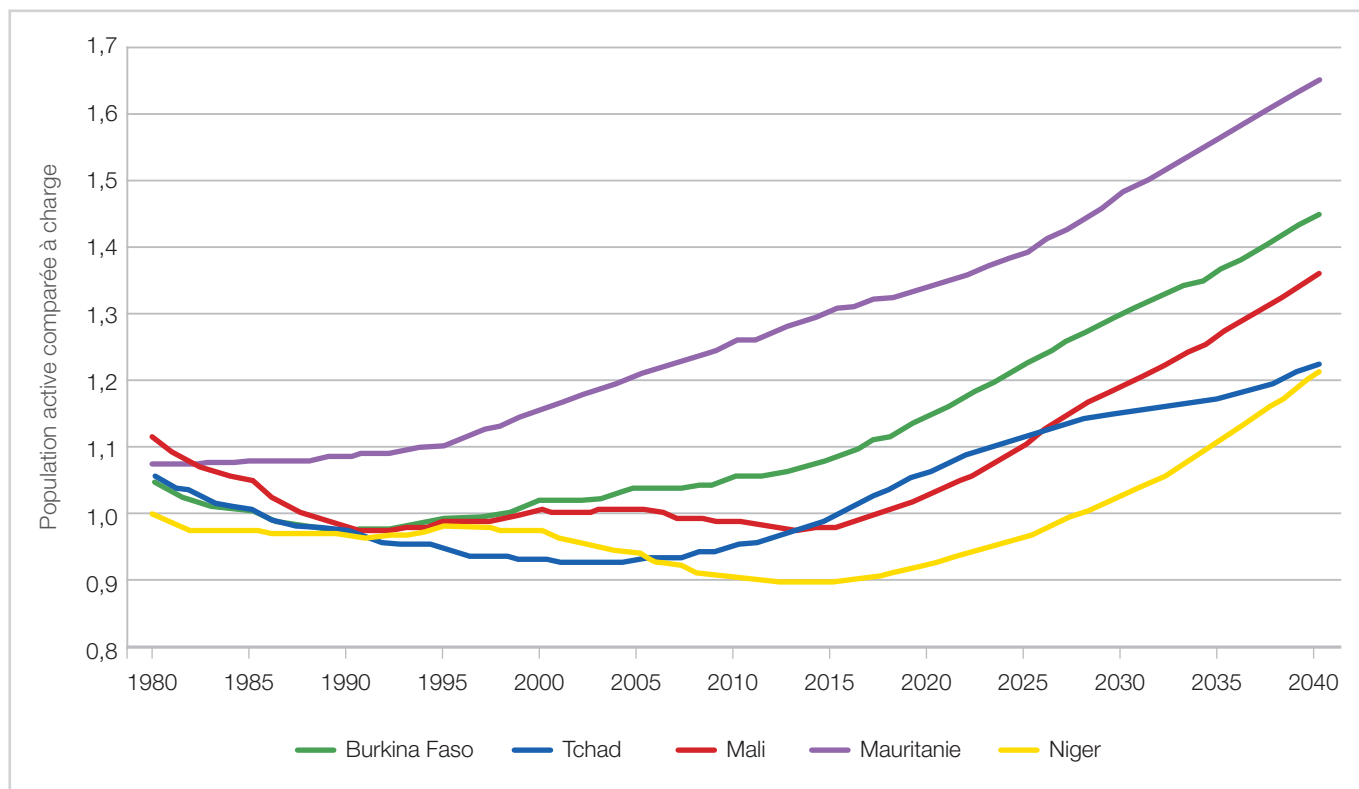
Cependant, au cours des trois à quatre prochaines décennies, la proportion croissante de jeunes mettra à l'épreuve la capacité des gouvernements des pays du G5 à fournir des services assez rapidement⁵². La Mauritanie parviendra en premier à une structure démographique plus favorable, vers 2044 ; le Burkina Faso et le Mali l'atteindront une décennie plus tard, suivis du Niger quelques années plus tard, puis du Tchad vers 2080. En outre, étant donné que le taux de personnes en âge de travailler par rapport aux personnes à charge dans les pays du G5 du Sahel culminera à des niveaux relativement faibles, généralement inférieurs à un ratio de 2,2 personnes en âge de travailler par personne à charge, la croissance économique devrait rester relativement

modeste. La démographie constituera un frein important à l'amélioration des conditions de vie.

Bien que le ratio entre personnes en âge de travailler et personnes à charge ait commencé à s'améliorer dans les cinq pays, comme le montre la figure 5, le Niger, le Tchad et le Mali auront toujours les ratios les plus faibles au monde.

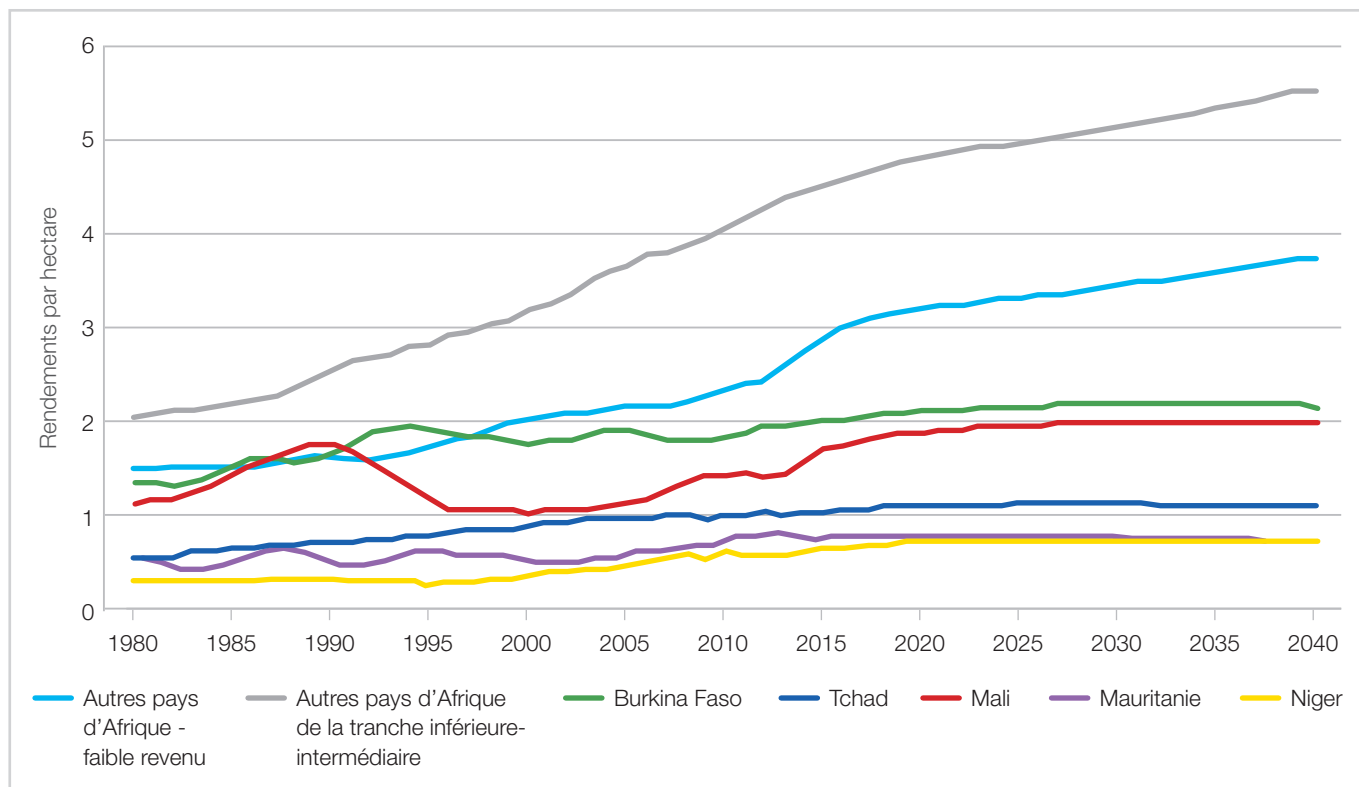
Cette croissance démographique combinée aux effets du changement climatique et d'autres facteurs environnementaux exercera une pression considérable sur les systèmes agricoles, ce qui risque de nuire à la sécurité alimentaire et aux conditions de vie des populations. Selon une prévision de la Trajectoire actuelle (voir figure 6),

Figure 5 : Dividende démographique



Source : La version 7.36 de IFs, données historiques de UNDP

Figure 6 : Rendements par hectare (avant perte)



Source : La version 7.36 de IFs, données historiques de la FAO

les rendements agricoles moyens du Niger, de la Mauritanie et du Tchad devraient stagner aux faibles niveaux actuels, voire diminuer.

Le secteur agricole des pays du G5 Sahel souffre non seulement de conditions climatiques rudes, mais subit également d'autres contraintes, plus immédiates. Ainsi, ces pays accèdent difficilement aux marchés, aux intrants agricoles modernes et au crédit.

Le manque d'infrastructures augmente les pertes après-récolte et avant-consommation et aggrave les barrières politiques et structurelles liées à l'accès aux marchés. En réponse, plusieurs bailleurs financent des programmes pour renforcer les infrastructures nécessaires et créer des services dans le secteur agricole, entre autres au Niger⁵³.

Améliorer la productivité agricole au Sahel est un défi colossal. L'augmentation très probable de la température de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels pourrait réduire d'un quart les rendements de millet et de sorgho (deux cultures parmi les plus importantes pour la sécurité alimentaire) d'ici 2080.

Améliorer la productivité agricole au Sahel est un défi colossal

Le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) estime que le Mali pourrait connaître une baisse de 30 % de ses rendements céréaliers, alors qu'au Tchad et au Niger, l'agriculture pluviale pourrait ne plus être viable d'ici 2100⁵⁴. Selon USAID, l'élévation des températures réduisant l'apport calorique du bétail et pouvant conduire à un manque d'énergie et à une diminution de la production de lait, le taux de vêlage pourrait chuter de 50 %, ce qui entraînerait une baisse significative du nombre de têtes de bétail⁵⁵.

L'agriculture n'en reste pas moins cruciale tant pour la subsistance des populations que pour l'économie. Les sécheresses récentes ont été exacerbées par l'insurrection de Boko Haram, en raison de restrictions au niveau des frontières qui ont « perturbé la transhumance traditionnelle et les marchés de bétail, ce qui a affecté la sécurité alimentaire et les

moyens de subsistance, et exercé une pression sur les ressources en eau et les pâturages⁵⁶ ». Cela a des effets extrêmement négatifs sur les marchés agricoles dans la région. Au Niger et au Mali, les prix des céréales locales ont grimpé alors que les prix du bétail ont chuté au Tchad en raison de la baisse de la demande⁵⁷.

Pendant ce temps, l'insécurité et l'incertitude le long de la frontière nigériane, qui sert de porte d'entrée vers le marché le plus vaste de la région, freinent le commerce et diminuent le prix des exportations tout en augmentant celui des importations. Le Sahel a longtemps été caractérisé par des crises alimentaires chroniques ; si le rendement et le prix des marchandises ne s'améliorent pas, la lutte pour des ressources limitées et les conflits liés à la sécheresse ne feront qu'exacerber la violence et l'insécurité⁵⁸.

Selon les estimations de l'Organisation internationale du travail, l'agriculture occupe 75 % de la population active au Tchad, au Mali et au Niger et plus de 50 % en Mauritanie⁵⁹. L'amélioration de la productivité agricole favorisera donc une main d'œuvre plus saine et mieux éduquée pour soutenir une croissance économique plus rapide. Il convient pour cela de trouver des solutions à l'intensification des conflits entre éleveurs et agriculteurs.

Le défi du capital social

Le capital social est un frein particulièrement important à la croissance au Tchad, mais c'est moins le cas en Mauritanie et au Mali. Dans le contexte du G5 Sahel, le capital social renseigne la qualité de la gouvernance, y compris la capacité à procurer plus de sécurité.

L'indice Mo Ibrahim de la gouvernance africaine définit la gouvernance comme étant « la fourniture de politiques, de biens et services publics, sociaux et économiques, que chaque citoyen a le droit d'attendre d'un État, et qu'un État a la responsabilité d'offrir à ses citoyens⁶⁰ ».

Selon l'indice, la performance du Burkina Faso dans le domaine de la gouvernance est sensiblement meilleure que celle des quatre autres pays ; il est suivi par le Niger, le Mali, la Mauritanie et le Tchad⁶¹.

Ces conclusions sont confirmées par plusieurs autres sources, telles que les indicateurs de gouvernance au niveau mondial de la Banque mondiale⁶² et l'indice de perception de la corruption de Transparency International⁶³. Le Burkina Faso est constamment classé comme le pays le plus apte et le mieux

gouverné du G5. À la suite de la chute du président Blaise Compaoré, après 27 ans de régime semi-autoritaire, le pays a tenu des élections dans le calme en novembre 2015. Le parlement a ensuite limité les mandats présidentiels à deux.

Améliorer la gouvernance est une tâche difficile. Cela nécessite des recettes publiques suffisantes, qui proviennent essentiellement de la fiscalité, une allocation appropriée et une utilisation efficace de ces ressources en faveur du développement et, en l'absence d'un dictateur bienveillant ou d'une élite soucieuse du développement, un État responsable, démocratique et efficace.

L'augmentation des revenus accroît les capacités du gouvernement, souvent reflétées par la part des recettes publiques dans le PIB⁶⁴. Alors que, par exemple, la part des recettes publiques dans le PIB (moins l'aide au développement) dans les pays à faible revenu était d'environ 11 % en 2015, elle était d'environ 20 % dans les pays à revenu intermédiaire inférieur et atteignait presque 34 % dans les pays à revenu intermédiaire supérieur, reflétant la tendance selon laquelle un renforcement des capacités du gouvernement va de pair avec le développement économique. L'aide internationale stimule ces taux, et donc les capacités du gouvernement, par de nombreux points de pourcentage (tel qu'exposé dans le tableau 2)⁶⁵.

Tableau 2 : Recettes publiques en pourcentage du PIB avec et sans aide, estimations pour 2015

Pays/région	% du PIB des recettes publiques provenant de l'aide
Burkina Faso	11 %
Tchad	6 %
Mali	11 %
Niger	14 %
Moyenne pour les autres pays africains à faible revenu	10 %
Mauritanie	7 %
Moyenne pour les autres pays africains à revenu intermédiaire inférieur	1 %

Note : calcul réalisé par IFs et n'ayant pu être vérifié

Le tableau 2 indique que le Burkina Faso, le Tchad, le Mali et le Niger ont reçu considérablement moins d'aide et que la Mauritanie a reçu un volume d'aide en part du PIB supérieur à la moyenne des pays à revenu similaire. L'aide alimente ainsi une grande partie des recettes publiques dans les pays du G5 Sahel, représentant plus de 55 % au Niger en 2015, suivi par le Mali (52 %) et le Burkina Faso (50 %). Au Tchad et en Mauritanie, respectivement 32 % et 25 % des recettes publiques proviennent de l'aide.

L'aide internationale a tendance à accentuer la nature du régime en place

Suivant la Trajectoire actuelle, IFs estime que les recettes publiques (hors aide) seront multipliées par cinq au Burkina Faso, par quatre au Niger et par trois au Tchad et au Mali d'ici 2040. La Mauritanie ne devrait pas parvenir à doubler ses recettes publiques d'ici 2040. Quand les économies de ces pays connaîtront un essor, la part de l'aide dans le PIB déclinera donc (de 2,5 points de pourcentage en moyenne d'ici 2040), tout comme sa part dans les recettes de l'État (de 16 points de pourcentage).

La communauté internationale pourrait être en mesure d'augmenter les capacités des gouvernements en fournissant plus d'aide, mais un soutien extérieur devrait compléter les efforts nationaux de collecte d'impôts et de prestation de services. Cependant, l'aide internationale ayant tendance à accentuer la nature du régime en place (elle rend les régimes autoritaires plus autoritaires, et vice-versa), les bailleurs doivent se montrer prudents⁶⁶. Ils risquent également d'être associés aux actions anti-insurrectionnelles des gouvernements, ce qui peut entraver leur capacité à nouer des partenariats avec des acteurs locaux. Certains de ces impacts peuvent être contrôlés en améliorant la coordination et en travaillant en harmonie, comme le prévoit le Plan de soutien de l'ONU pour le Sahel, adopté en 2018⁶⁷.

En général, les transferts de fonds vers les pays à revenu faible et intermédiaire sont plus importants que l'aide et plus stables que les flux de capitaux privés. Après avoir décliné durant deux années consécutives,

les transferts de fonds vers les pays à revenu faible et intermédiaire ont repris une trajectoire ascendante. Le Mali est l'un des pays d'Afrique sub-saharienne qui reçoit le plus de fonds de l'étranger (environ 835 millions d'euros en 2017, soit 6,9 % de son PIB)⁶⁸.

La démocratie n'est pas une condition préalable au développement et la relation entre démocratie et croissance à faible niveau de développement est contestée. Cependant, une démocratie solide et une bonne gouvernance peuvent représenter la seule vision alternative en matière de politique et de développement qui soit en mesure de contrer une ferveur islamique facilement comprise dans les milieux ruraux et utilisée comme un outil efficace de politisation par les groupes extrémistes.

Les pays du G5 Sahel ont besoin de modifier les structures de production de leurs économies

Le Niger, le Burkina Faso et le Mali sont actuellement bien plus démocratiques que leurs pairs à des niveaux similaires de développement, à l'inverse du Tchad et de la Mauritanie⁶⁹. Il existe ainsi un certain déséquilibre entre le niveau de démocratie de ces pays par rapport à d'autres pays qui ont un niveau de revenu et d'éducation similaire.

En outre, le Tchad et la Mauritanie présentent des caractéristiques de régimes dits « mixtes » (avec des institutions et des pratiques à la fois démocratiques et autocratiques). Les régimes mixtes sont naturellement plus instables que les démocraties ou les autocraties, et il est probable que le processus de démocratisation soit volatile, voire violent.

Tous les efforts devraient viser à renforcer et à asseoir les institutions et les capacités en matière de gouvernance, à promouvoir la transparence et la responsabilité des gouvernants. Mais il convient de reconnaître que les fondations sont fragiles et les tentatives de construction d'une démocratie à l'occidentale affaibliraient vraisemblablement les avancées. La démocratie est un processus évolutif qui doit s'adapter selon les époques et les pays et qui ne peut être imposé de l'extérieur.

L'insécurité restera un défi si des mesures ciblées ne sont pas prises pour remédier aux causes profondes et

calibrer la nature des réponses des gouvernements du G5 et de leurs partenaires internationaux. Une approche fondée sur les droits, même dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, est fondamentale pour obtenir des résultats efficaces à long terme.

L'aide publique au développement (APD) pourrait consolider la paix et les initiatives de développement, même dans un contexte d'augmentation des dépenses militaires. Cependant il est important de s'assurer qu'elle serve à renforcer le gouvernement et non à s'y substituer. Dans les pays du G5, le développement devrait avoir pour objet de stimuler et diversifier les économies et d'améliorer la qualité de l'éducation, tout en créant et en renforçant les infrastructures pour accroître l'accès aux marchés, aux services financiers et à l'emploi.

Capital de connaissances

Avec des niveaux de développement faibles, on estime généralement que le capital de connaissances contribue relativement peu à la croissance. En conséquence, il n'est pas surprenant que la contribution des pays du G5 soit neutre, bien qu'il y ait certainement matière à amélioration.

Analyse

Compte tenu du niveau actuel de développement des pays du G5 Sahel, l'agriculture possède le meilleur potentiel pour réduire la pauvreté. L'amélioration de la productivité de ce secteur, prédominant dans l'économie, pourrait avoir d'importantes retombées au niveau régional. Cependant, le secteur peine à assurer la sécurité alimentaire et à dépasser les obstacles qui freinent sa progression⁷⁰.

Selon les dernières données de la FAO (qui datent de 2013), les rendements agricoles dans les pays du G5 sont inférieurs de moitié aux rendements moyens des autres pays africains à faible revenu. Ils ont même stagné durant les années 1990 et au début des années 2000. Si cette tendance s'explique par l'aridité du climat sahélien, une amélioration de la productivité agricole est un enjeu crucial en raison de la prédominance de ce secteur dans l'économie.

Les pays du G5 Sahel ont besoin de modifier les structures de production de leurs économies. En sus de progrès dans le domaine de l'agriculture, il convient de promouvoir la fabrication de produits à faible valeur

ajoutée, puis d'augmenter progressivement la chaîne de valeur. Cela ne sera possible que lorsqu'ils auront atteint le statut de pays à revenu intermédiaire, ce qui n'arrivera pas avant quelques décennies.

De telles interventions modifient généralement peu la part des différents secteurs dans l'économie, mais elles ont un effet considérable sur les taux de croissance (et donc d'emploi) à long terme. En raison de la faible taille des marchés dans la région, cette option dépend également de l'intégration régionale afin de créer un marché suffisamment grand, et d'actions ciblées des gouvernements.

L'expérience récente de la Côte d'Ivoire donne un aperçu des maux nécessaires, à court terme, pour attirer les investissements directs étrangers (dans le cadre de la fabrication de produits à faible valeur ajoutée, par exemple) en échange de bénéfices à plus long terme. Depuis 2012, la croissance moyenne s'est élevée à 8 % par an, mais en contrepartie de l'adoption d'un ensemble de taxes, de droits de douanes et d'exonérations pour les investisseurs étrangers⁷¹.

Pourtant, hormis la Mauritanie, les autres États membres du G5 ne réussiront probablement pas à faire venir d'importants flux d'investissement. Les pays pauvres peinent à attirer les investissements directs étrangers, principalement à cause de l'insécurité et de la mauvaise gouvernance.

La fragilité des institutions économiques s'ajoute à celle des institutions politiques

Ainsi, les transferts de fonds de la diaspora et l'aide internationale continueront à jouer un rôle important. Pourtant, l'Afrique sub-saharienne présente le coût moyen de transferts de fonds depuis l'étranger le plus élevé, estimé à 9,4 %, comparé à la moyenne générale qui se situe à 7,1 %, c'est-à-dire plus de trois fois supérieur au taux ciblé par l'Objectif pour le développement durable (ODD) fixé à 3 %⁷².

La fragilité des institutions économiques s'ajoute à celle des institutions politiques. Le recours à une monnaie surévaluée, le franc CFA, dans quatre des cinq pays permet aux élites urbaines d'acheter des biens importés, au détriment des agriculteurs (et des

communautés rurales) qui ne peuvent pas exporter leur production agricole, pourtant pilier de l'économie. La région possède également deux banques centrales, ce qui complique la politique monétaire. Une évaluation objective de la contribution et du rôle d'une union monétaire et du CFA pourrait constituer une composante importante de la relance du secteur agricole dans le Sahel francophone, ainsi que de la croissance à terme du secteur manufacturier⁷³.

Les services se développent partout, dans toutes les économies et à tous les niveaux de revenu. Des études menées par l'ISS ont cependant souligné que cette croissance résultait largement de l'augmentation du nombre d'individus qui quittaient l'agriculture de subsistance en zone rurale pour se consacrer à la prestation de services à faible valeur ajoutée dans l'économie urbaine informelle⁷⁴.

Ces services étant à peine plus productifs que l'agriculture, leur progression, bien qu'inévitable, ne participera que très peu à l'augmentation de la productivité ou du rendement de l'économie. Les technologies modernes pourraient permettre de formaliser le secteur urbain des services à faible valeur ajoutée, et améliorer les revenus de l'État. Le Ghana, par exemple, lance actuellement un ambitieux programme de numérisation des services du gouvernement, en offrant des possibilités d'identification, de localisation, d'enregistrement et d'éducation⁷⁵.

Scénarios

Domaines d'intervention positifs

L'analyse de la **Trajectoire actuelle** confirme que les pays du G5 Sahel sont confrontés à des défis considérables. La région connaît de nombreux conflits, du bassin du lac Tchad au nord du Mali, auxquels s'ajoute une forte dégradation environnementale liée au changement climatique. Dans un contexte de très faible niveau de développement humain, de taux élevés de pauvreté et de croissance démographique rapide, ces phénomènes réduisent les capacités des gouvernements, qui peinent déjà à fournir les services de base. Cette trajectoire n'est toutefois pas inéluctable, et il existe des moyens concrets d'améliorer les performances en matière de développement.

Cette section compare d'abord l'impact individuel de cinq ensembles d'interventions – ou clusters – à savoir

l'augmentation de la productivité agricole (**agriculture**) ; les investissements dans la **démographie** ; les progrès en matière d'**éducation** ; une meilleure **gouvernance** ; l'amélioration des **infrastructures** de base. Renforcer les liens de confiance entre les citoyens et leurs gouvernements grâce à un meilleur accès aux services de base devrait également renforcer la sécurité. L'accent mis sur le développement humain vise à atténuer les pressions structurelles qui exacerbent la violence et peut donc faire partie d'une stratégie globale de prévention des conflits.

L'agriculture est un pilier de la vie économique et culturelle du Sahel

La plupart des interventions reposent sur un plan quinquennal coordonné jusqu'en 2024, avec un maintien de l'effort jusqu'en 2040. Une liste complète des interventions utilisées dans IFs est disponible en annexe. Dans certains cas, par exemple pour la démographie et l'éducation, les bénéfices des interventions ne sont perceptibles qu'après plusieurs décennies, et leur impact s'accélère donc à la fin de l'horizon de prévision. Ainsi, l'impact de l'intervention dans le domaine de l'agriculture, qui est puissant pendant la période prévisionnelle jusqu'en 2040, est ensuite dépassé par celui des interventions dans les domaines de la gouvernance et des infrastructures.

Le cluster **agriculture** représente une politique qui vise à améliorer l'efficacité globale du système agricole en augmentant les rendements, en réduisant les pertes et en facilitant l'accès aux calories⁷⁶. L'agriculture est un pilier de la vie économique et culturelle du Sahel, et tout progrès dans ce domaine aura un impact sur plusieurs aspects du développement économique et humain.

Le cluster **démographie** favorise l'accès à la planification familiale, notamment la contraception, et à de meilleurs soins pour les mères, et une réduction de la mortalité infantile. Cette intervention réduit la pression sur les systèmes de santé et la prestation de services en diminuant le rythme de croissance de la population⁷⁷. Elle accroît également la proportion de personnes en âge de travailler par rapport aux

personnes à charge, ce qui contribuera à accélérer la croissance économique.

Le cluster **éducation** est conçu pour s'attaquer aux principaux obstacles qui existent aux premiers stades du système éducatif, par exemple au niveau du cycle primaire et secondaire inférieur, et qui empêchent toute progression dans ce domaine⁷⁸. Plus le système éducatif inclut des élèves aux niveaux inférieurs, plus le nombre d'étudiants éligibles aux niveaux secondaire et supérieur est important. Ainsi, l'amélioration de la scolarisation primaire et des taux d'achèvement des études stimulent fortement la transition vers des niveaux plus élevés, améliorant ainsi le niveau général d'instruction.

Le cluster **gouvernance** a pour objectif de renforcer l'efficacité et la transparence du gouvernement, et de promouvoir la liberté économique⁷⁹. Cette intervention induit d'augmenter également un peu les aides, y compris à travers un programme d'allocations sociales, et montre comment la stabilité d'une région peut attirer plus d'investissements directs étrangers⁸⁰.

Le cluster **infrastructure** traite les grands déficits en infrastructures dans la région. Cette intervention augmente l'accès aux installations WASH et accélère le taux d'électrification et l'accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC)⁸¹.

Impact régional

Un premier niveau d'analyse compare l'impact global sur la région (c.-à-d. collectivement pour les cinq pays) obtenu par chacun des cinq clusters. La différence se trouve entre la prévision de la Trajectoire actuelle et le résultat obtenu en 2040. La différence de pourcentage en 2040 est présentée dans le tableau 3, les valeurs absolues étant incluses entre parenthèses à des fins illustratives.

Les interventions dans le cluster **agriculture** ont indéniablement un plus grand impact sur l'extrême pauvreté d'ici 2040. Elles diminuent d'environ 19 millions le nombre de personnes vivant avec moins de 1,9 dollar USD par jour en 2040 (plus de 35 %) par rapport à la Trajectoire actuelle. Ces actions entraînent une importante stimulation de la croissance économique (mesurée par une augmentation du PIB). Alors que la hausse du PIB stimulée par les interventions dans le cluster agriculture n'est supérieure que de 25 % à celle résultant des initiatives en matière de gouvernance en 2040, l'augmentation cumulative du PIB due aux

Tableau 3 : Évolution des indicateurs sélectionnés par la Trajectoire actuelle en 2040

Cluster d'intervention	Évolution de la pauvreté (millions de personnes)	Évolution de l'IDH*	Évolution du PIB (TCM)	Évolution du PIB par habitant
Agriculture	-36,7 % (-19 M)	1,7 % (0,009)	12,5 % (20,3 G€)	8,7 % (200,2 €)
Démographie	-12,0 % (-6,2 M)	0,9 % (0,005)	-0,2 % (368 M€)**	3,1 % (71,6 €)
Infrastructure	-5,1 % (-2,7 M)	0,6 % (0,003)	4,0 % (6,4 G€)	2,6 % (61,6 €)
Gouvernance	-15,9 % (-8,3 M)	1,3 % (0,007)	9,8 % (15,3 G€)	6,6 % (146,7 €)
Éducation	-5,1 % (-2,6 M)	3,2 % (0,017)	1,5 % (2,4 G€)	1,4 % (33,5 €)

Source : La version 7.36 de IFs initialisée à partir de plusieurs sources

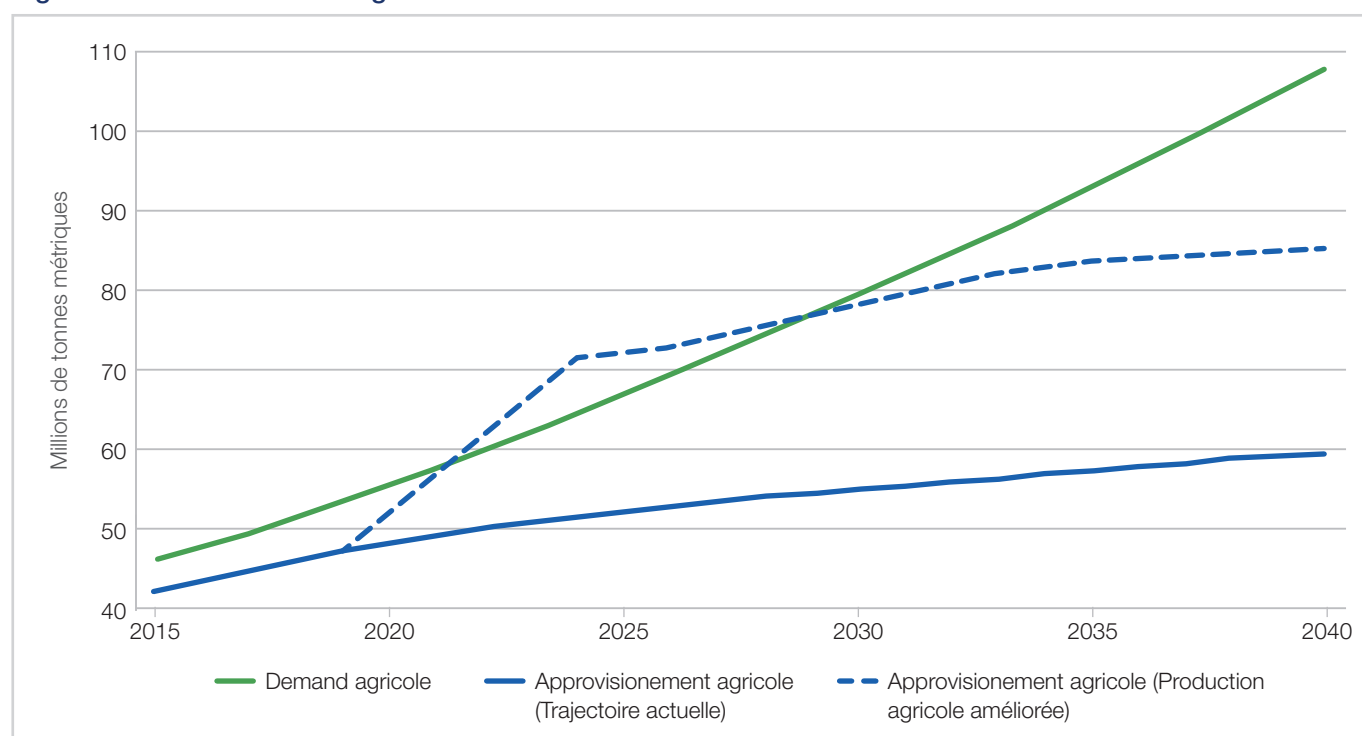
Note: * Indice de développement humain

** Toutes choses étant égales par ailleurs, une population peu importante suppose inévitablement une économie plus petite

interventions dans le secteur agricole (246,4 milliards d'euros) est plus du double de celle qui résulte des actions dans le cluster gouvernance (109,6 milliards d'euros). Cela signifie que les bénéfices à court terme de l'agriculture sont plus importants. Cependant, les effets s'amenuisent au fil du temps. En plus de leurs conséquences économiques considérables, les interventions dans le domaine de l'agriculture génèrent la deuxième plus grande augmentation de l'IDH et la deuxième plus importante réduction de la mortalité infantile.

Concernant la sécurité alimentaire, les interventions dans le cluster agriculture permettent de répondre à la demande à court terme, comme le montre la figure 7, mais elles se révèlent peu efficaces dans la réduction de la faim à long terme, car l'accroissement de la population est supérieur aux gains de production. À moins de privilégier la production locale, ces pays courent donc le risque d'une dépendance accrue à l'importation et restent exposés à la volatilité des prix des denrées sur le marché international et aux chocs afférents.

Figure 7 : Offre et demande agricoles



Source : La version 7.36 de IFs, données historiques de la FAO

Une meilleure **gouvernance** combinée à plus d'aides et de subventions a des effets multiplicateurs qui sont certes lents mais puissants. Elle permet, in fine et avec le même montant de dépenses, d'améliorer la qualité et l'accès à l'éducation, les infrastructures et la prestation de services. Son impact sur la réduction de la pauvreté est renforcé grâce à un programme d'aide sociale (647 millions d'euros en 2030 et 2,05 milliards d'euros d'ici 2040) et à l'augmentation de l'aide internationale (de 5,24 milliards d'euros en 2017 à 12,4 milliards d'euros en 2040, soit 589 millions d'euros de plus que les prévisions de la Trajectoire actuelle). Au niveau régional, et après l'agriculture, les interventions en matière de gouvernance ont le second impact le plus élevé sur la réduction de la pauvreté, l'économie et donc l'augmentation du PIB par habitant.

Les interventions dans le cluster **éducation** ont l'impact le plus significatif sur l'IDH, mais leurs effets sur d'autres dimensions comme le PIB et la pauvreté sont relativement faibles. Cela est notamment dû aux bas taux de scolarité dans la région, mais également à l'importance donnée à l'éducation dans le calcul de l'IDH. Comme la démographie, les interventions du cluster éducation mettent du temps à se matérialiser, un phénomène expliqué plus en détail ci-dessous.

Les interventions dans le cluster éducation ont l'impact le plus significatif sur l'IDH

Malgré l'amélioration de l'accès à l'électricité d'environ 50 % et des mesures ambitieuses pour favoriser les infrastructures sanitaires, le cluster **infrastructures** n'a que peu d'incidence par rapport aux autres interventions.

Le cluster **démographie** présente une légère hausse de l'approvisionnement en contraceptifs modernes (l'ONU estime que la demande moyenne non satisfaite des pays du G5 était de 27 % en 2018⁸²) et une diminution du taux de mortalité lié aux maladies contagieuses chez les enfants de moins de 5 ans et les femmes entre 15 et 49 ans.

Tout comme l'éducation, le cluster démographie a un impact lent mais important. Il avance de dix ans, à environ 2050, le moment où les pays du G5 Sahel bénéficieront du dividende démographique. La région devrait alors connaître une croissance économique plus rapide. Il augmente également la proportion de personnes en âge de travailler par rapport aux personnes à charge, d'une prévision initiale de 2,1 en 2085 à un scénario à 2,2 en 2070. Cette hausse signifie un meilleur ratio de personnes en âge de travailler par rapport aux personnes à charge et, toutes choses étant égales par ailleurs, augmentera le taux de croissance économique.

Impact par pays

La figure 8 présente les résultats de l'ensemble d'interventions par pays selon trois mesures différentes. La hausse en pourcentage de l'IDH est représentée



SI LES EFFETS DU
CHANGEMENT CLIMATIQUE
SE COMBINENT À UNE
SÉCHERESSE SOUDAINE
ET CYCLIQUE QUI
FAVORISE LE CONFLIT, LE
SAHEL SERA CONFRONTÉ
À UN AVENIR SOMBRE

Figure 8 : Évolution d'une sélection d'indicateurs par rapport aux prévisions de la Trajectoire actuelle en 2040 (la taille des bulles représente le PIB)



Source : La version 7.36 de IFs initialisée à partir de plusieurs sources

sur l'axe vertical, et la baisse du pourcentage de l'extrême pauvreté sur l'axe horizontal. La taille des bulles indique l'évolution du PIB en pourcentage (au taux de change du marché) et les couleurs désignent le secteur ciblé (vert pour l'agriculture, orange pour l'éducation, etc.) Toutes les valeurs représentent la différence de pourcentage entre les résultats de l'intervention et les prévisions de la Trajectoire actuelle de IFs en 2040.

Le cluster agriculture a l'impact le plus élevé sur la réduction de l'extrême pauvreté par rapport à la Trajectoire actuelle de 2040, notamment au Niger (47 %), au Mali (38 %) et au Burkina Faso (37 %). Le secteur agricole en Mauritanie bénéficie moins de cette intervention puisque la production du pays est dominée par les activités maritimes et que l'intervention employée ici est dédiée au rendement des cultures.

Le cluster gouvernance produit d'excellents résultats dans les différentes catégories

Bien que les résultats de l'intervention dans le domaine agricole soient globalement positifs, leurs effets varient fortement d'un pays à l'autre. Par exemple, elle a réduit la pauvreté de manière plus significative au Burkina Faso, au Mali et au Niger qu'au Tchad, pays dont 40 % à 50 % de la population vivait en situation d'extrême pauvreté en 2017. Cependant, l'intervention agricole stimule l'IDH du Tchad de façon plus significative que dans les autres pays du G5 du Sahel. En Mauritanie, l'intervention agricole arrive en troisième position, après la démographie et la gouvernance, en tant que facteur de réduction de la pauvreté.

Le cluster gouvernance obtient d'excellentes performances dans les différentes catégories, en occupant constamment la seconde position, quoique parfois de façon marginale. Par exemple, concernant la réduction de la pauvreté, les clusters gouvernance et démographie sont au coude à coude au Burkina Faso et au Mali. Quant à l'amélioration de l'IDH, l'agriculture et la gouvernance sont en compétition pour la seconde place au Niger, tandis qu'au Burkina Faso, les trois secteurs – agriculture, démographie et gouvernance – améliorent le classement du pays d'environ 1,25 %.

Le cluster éducation permet d'améliorer significativement l'IDH, mais, comme au niveau régional, l'effet sur d'autres indicateurs tarde à se manifester. Investir dans l'éducation d'un enfant ne produira un retour sur investissement que lorsqu'il aura acquis des connaissances et sera entré dans le monde du travail 15 à 20 ans plus tard. Les bénéfices des interventions actuelles commenceront à peine à se faire sentir en 2040. En plus de générer la plus forte hausse de l'IDH, l'investissement dans l'éducation améliore le nombre moyen d'années de scolarisation parmi les adultes âgés de 15 ans et plus, de 5,3 ans dans la Trajectoire actuelle à 5,8 ans d'ici 2040. Ainsi, un adulte dans les pays du G5 Sahel aura à peine 0,2 an de retard au niveau d'éducation primaire, contre 0,7 selon la Trajectoire actuelle, d'ici 2040⁸³.

Alors que la démographie n'obtient de performances spectaculaires dans aucun des secteurs de la figure 8, il est important de se rappeler que la nature de l'intervention consiste à diminuer progressivement la population globale par rapport aux prévisions de la Trajectoire actuelle. Toutes choses étant égales par ailleurs, cela se traduira par des revenus moyens plus élevés.

En fonction des mesures de succès et de l'horizon temporel identifiés par les gouvernements et les partenaires au développement, les résultats de la figure 8 pourraient évidemment paraître fort différents. L'amélioration de la gouvernance favorise toutes les dimensions. D'ici à 2075, le cluster gouvernance augmente la croissance économique absolue, considérablement plus que les quatre autres scénarios combinés cette année-là. La hausse de la productivité agricole apporte des améliorations immédiates au bien-être des populations, certes variables d'un pays à l'autre, mais son impact diminue avec le temps. Enfin, une action dans le domaine de la démographie entraîne une forte réduction de la mortalité infantile et améliore les revenus moyens.

Comparaison des scénarios

Cette section regroupe en un unique scénario optimiste, appelé « **Fleur du désert** », les cinq domaines d'intervention. Elle le compare aux prévisions de la **Trajectoire actuelle** et au scénario du **Sahelistan**. Étant donné que IFs est une plate-forme de prévision intégrée, l'impact combiné est souvent

différent de la simple addition de l'impact de chacun des groupes d'intervention.

Sahelistan est un scénario qui simule une sécheresse régionale en 2021-2022, avec des conséquences sur les rendements agricoles, la faim et la réduction des recettes publiques⁸⁴. Ces conditions difficiles exacerbent les tensions entre agriculteurs et éleveurs autour de l'utilisation des terres, tandis que les insurrections s'intensifient et que l'émigration augmente. Le gouvernement est alors contraint de privilégier une réponse sécuritaire qui entraîne une augmentation des dépenses militaires et, par voie de conséquence, une détérioration de la qualité de la prestation de services.

Cela s'accompagne d'une augmentation de la corruption et d'un déclin de la liberté économique, tandis que les opportunistes et les criminels prospèrent dans cet environnement nébuleux. Dans ces circonstances, les pays du G5 Sahel pourraient devenir une région en faillite sans autorité centrale, à l'image récente de l'Afghanistan ou la Somalie.

Si les effets du changement climatique se combinent à une sécheresse soudaine et cyclique qui favorise le conflit et la mauvaise gouvernance, le Sahel sera confronté à un avenir sombre. Dans le scénario du Sahelistan, les revenus dans les pays du G5 sont en-deçà de 2 174 euros en 2040, montant inférieur à celui du Sénégal en 2017.

Des conditions difficiles exacerbent les tensions entre agriculteurs et éleveurs

Dans ce scénario, le nombre de personnes qui vivent dans l'extrême pauvreté augmente d'environ 6 millions en 2040, par rapport aux prévisions de la Trajectoire actuelle, soit une hausse de plus de 26 millions par rapport à 2017. Ce scénario accroît également d'environ 300 000 le nombre d'enfants souffrant de malnutrition par rapport à la Trajectoire actuelle et amène la mortalité infantile à environ deux décès pour 1 000.

A contrario, le scénario **Fleur du désert** présente des améliorations significatives par rapport à la Trajectoire actuelle. Une augmentation cumulée de la croissance économique absolue de 416 milliards d'euros (soit 460 milliards USD) sur la période donnée s'accompagne

d'une réduction du nombre de personnes qui vivent dans l'extrême pauvreté de plus de 29 millions en 2040.

Il en résulte une forte diminution de la dépendance envers les importations de produits agricoles, bien que la tendance s'inverse à nouveau avant 2030. D'ici à 2040, la région devrait importer 29 % de ses besoins agricoles en volume, contre 45 % dans les prévisions de la Trajectoire actuelle⁸⁵.

Le scénario Fleur du désert accroît également le nombre moyen d'années de scolarisation de plus de six mois (de 5,3 ans à 5,9 ans), et réduit de neuf unités la mortalité infantile pour 1 000 naissances par rapport aux prévisions de la Trajectoire actuelle pour 2040.

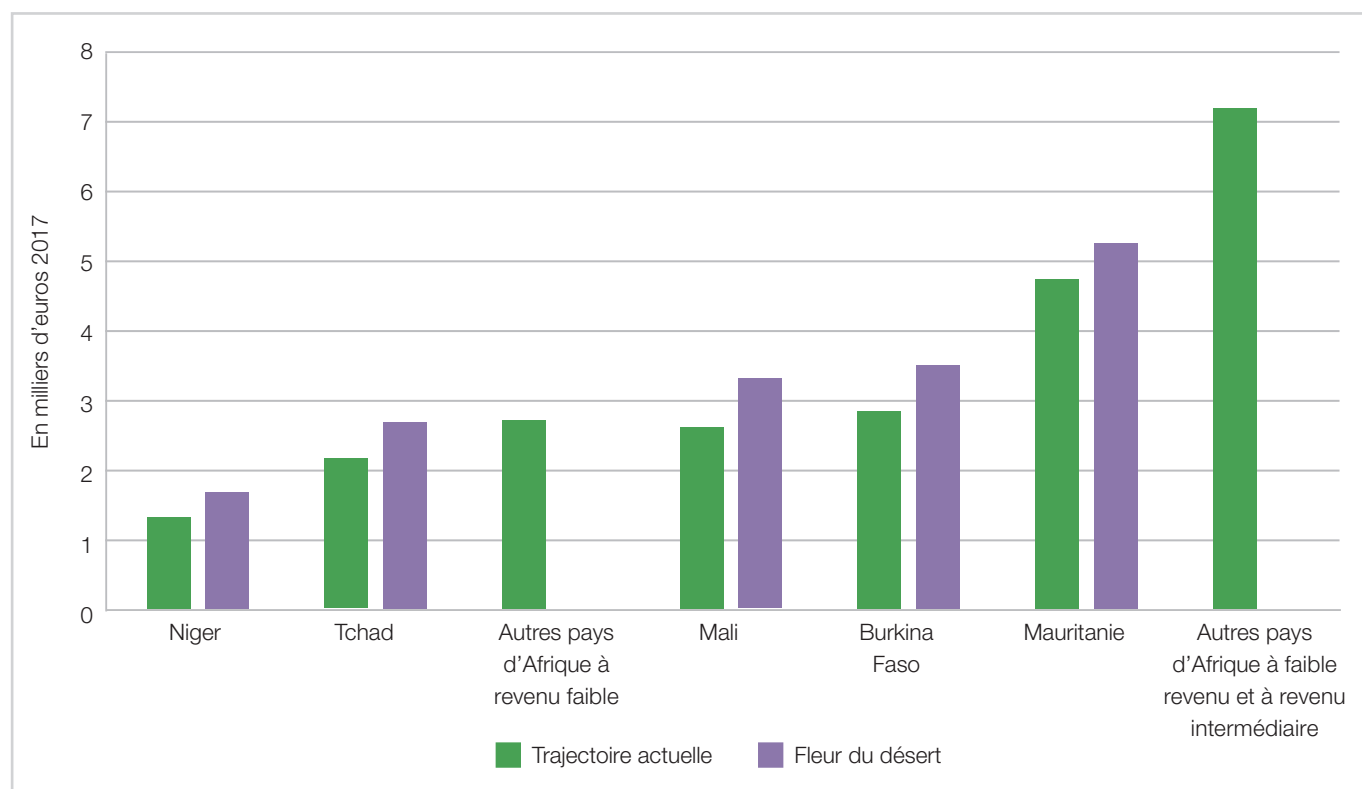
Le dividende démographique est légèrement plus favorable (près de 150 personnes en âge de travailler, contre 130 dans la Trajectoire actuelle, pour 100 personnes à charge) et la durée de vie augmente d'environ un an et demi. Comme pour les interventions dans les domaines de la démographie, de la gouvernance et de l'éducation, ce cas de figure crée une dynamique progressive, à mesure que ces scénarios compensent le ralentissement de l'agriculture.

Aussi optimiste soit-il, dans le scénario Fleur du désert le PIB moyen par habitant est à peine plus élevé que celui des autres pays africains à faible revenu. En d'autres termes, il faudrait des mesures extrêmement fortes dans chacun des cinq domaines d'intervention pour que le PIB par habitant du Sahel suive la moyenne des autres pays à faible revenu – même en prenant en compte la production supplémentaire de gaz en Mauritanie. Ces mesures sont donc plus que jamais nécessaires.

Si le contraste avec la trajectoire des autres pays africains à faible revenu est fort, la différence entre les deux scénarios est encore plus marquante. Dans le scénario Fleur du désert, le PIB moyen par habitant est en hausse de plus de 30 %, il y a pratiquement 1,3 millions en moins d'enfants qui souffrent de malnutrition et l'espérance de vie est supérieure de presque deux ans par rapport au scénario Sahelistan.

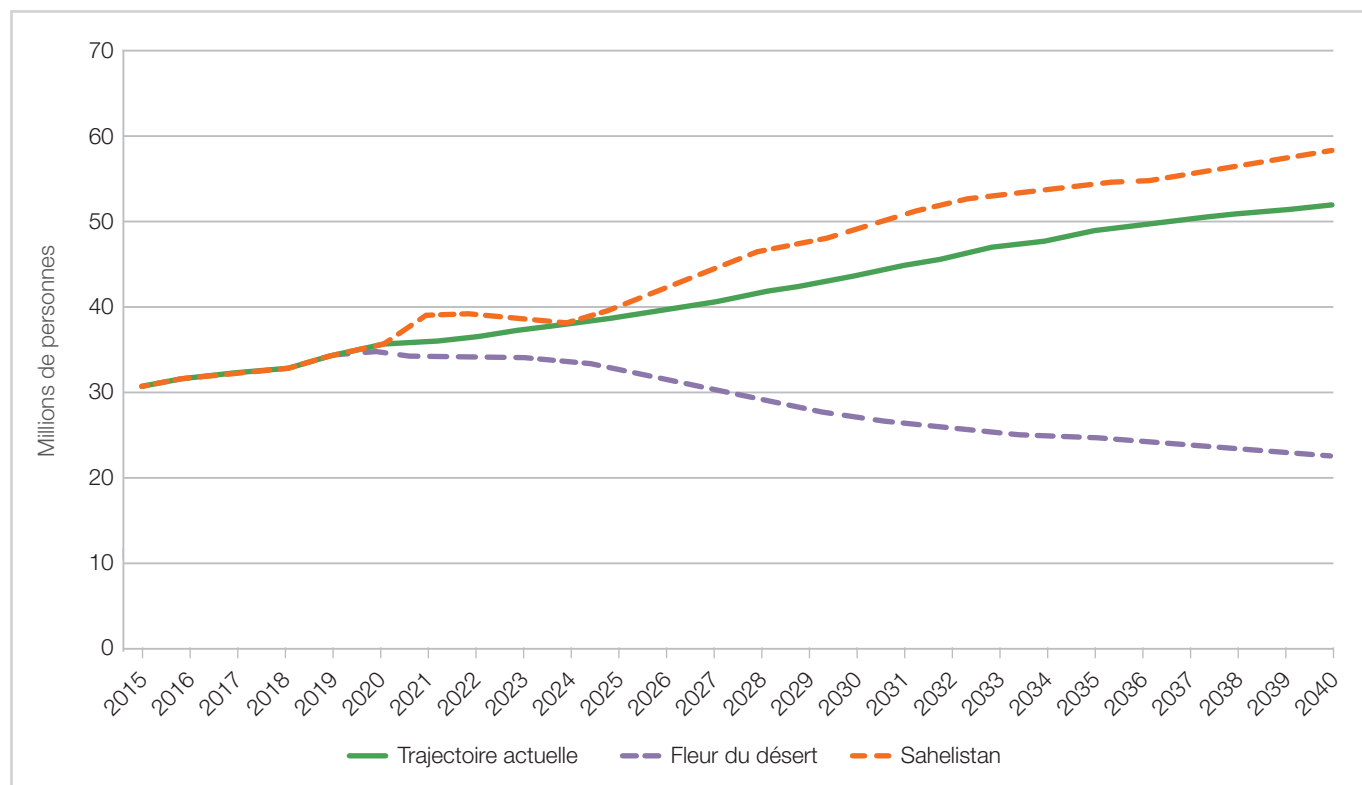
La figure 9 présente le PIB moyen par habitant prévu par le scénario Fleur du désert en 2040 pour chacun des cinq pays, ainsi que les prévisions de la Trajectoire actuelle pour les pays africains à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur. Il peut être comparé à la figure 1, qui présente les prévisions de la Trajectoire actuelle.

Figure 9 : Comparaison du PIB par habitant entre Fleur du désert et la Trajectoire actuelle en 2040



Source : La version 7.36 de IFs, données historiques de la WDI

Figure 10 : Prévisions de pauvreté dans les pays du G5 Sahel



Source : La version 7.36 de IFs initialisée à partir des données de la Banque mondiale

Plus important encore, comme le montre la figure 10, il y a plus de 35 millions de personnes en moins qui vivent dans l'extrême pauvreté dans le scénario Fleur du désert comparé aux prévisions du scénario Sahelistan. Fleur du Désert inclut le déploiement d'un système complet de subventions en espèces ou sociales qui utilisent les technologies modernes à hauteur de 2 milliards d'euros en 2030 et de 5,7 milliards en 2040. À titre de comparaison, une allocation de 9 euros par mois étendue à chaque adulte de 20 ans ou plus de la région coûterait environ 6,2 milliards d'euros en 2030 et 8,3 milliards d'euros en 2040 – un calcul qui inclut 840 millions d'euros de frais administratifs⁸⁶. Ailleurs, comme au Brésil, en Afrique du Sud et en Inde, les subsides se sont avérés efficaces à court et à moyen terme pour atténuer la pauvreté profonde et constituent le principal moteur de la réduction de la pauvreté dans le scénario Fleur du Désert.

Il est certain que des choix difficiles devront être opérés dans les pays du G5 Sahel dans les années à venir. Le scénario Fleur du désert montre que des progrès et un meilleur avenir sont possibles, mais que cela requiert une forte volonté politique et de la clairvoyance.

Conclusion

L'extrémisme violent et l'insécurité dans les pays du G5 Sahel constituent un obstacle majeur au développement et il est difficile d'envisager un avenir meilleur pour ces pays sans améliorer la sécurité à court et moyen terme. Le défi est de taille en raison de la complexité inhérente aux pays de la région et des risques multiples auxquels ils sont confrontés. Ce qui exige que les États adoptent une approche intégrée et tournée vers l'avenir, en particulier dans le secteur agricole, axée sur des solutions structurelles à long terme pour améliorer la résistance. Un système complet de gestion de risques agricoles comprenant des solutions d'atténuation, de transfert et d'adaptation devrait faire partie de cette stratégie, car c'est le secteur qui a le plus grand impact sur les conditions de vie actuelles et futures.

La région doit promouvoir des systèmes agricoles intelligents, adaptés au climat et privilégiant la durabilité et la productivité. En intégrant une approche qui gère efficacement les demandes concurrentes en eau, en terres et en autres ressources naturelles pour toutes les communautés dont la vie y est étroitement liée, les pays

de la région peuvent répondre à un besoin humanitaire urgent et commencer à restaurer la confiance des populations qui ne reconnaissent que tacitement l'autorité de l'État.

Des efforts et des investissements concertés dans les domaines suivants pourraient avoir un impact durable et profond sur la région :

- Adopter une gestion durable du foncier et de l'eau pour l'agriculture pluviale qui mette l'accent sur la régénération du couvert forestier, la conservation des sols et la collecte de l'eau.
- Accélérer l'adoption de technologies agricoles résilientes comme des semences et des cultures résistantes à la sécheresse.
- Augmenter les investissements dans le domaine de l'irrigation par l'intermédiaire de partenariats public-privé et l'amélioration des systèmes publics d'irrigation existants.
- Améliorer la gestion du pastoralisme et du bétail, à travers une meilleure gestion des parcours naturels et du capital animalier afin de promouvoir le potentiel économique de la chaîne de valeur de l'élevage⁸⁷.

Améliorer la détection précoce et élaborer des plans nationaux et régionaux de préparation aux urgences pour mieux répondre aux catastrophes telles que les sécheresses et inondations peut contribuer à renforcer les capacités et la confiance des communautés dans leurs gouvernements. Ces mesures consolident les efforts immédiats de prévention des conflits et sont conformes aux pratiques de développement durable.

L'insécurité dans les pays du G5 Sahel constitue un obstacle majeur au développement

Toutefois, les défis et les opportunités dans la région ne se limitent pas à l'agriculture. L'urbanisation peut être un catalyseur important pour permettre la prestation de services au profit du bien-être d'une grande partie de la population. La croissance démographique rapide, l'instabilité et le changement climatique accéléreront la croissance urbaine, ce qui peut être considéré comme une opportunité pour garantir l'accès aux infrastructures, services et éducation de base.

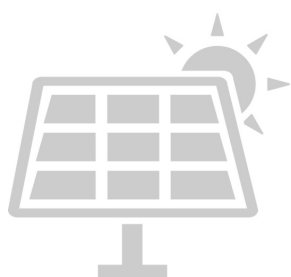
L'urbanisation peut également être un moteur pour l'innovation et la productivité, mais seulement si les gouvernements des pays du G5 planifient et se préparent en conséquence. L'urbanisation est souvent associée à la croissance économique et à la hausse des revenus, à de meilleurs niveaux d'éducation et de plus faibles taux de fertilité, mais elle peut également entraîner une concentration de la pauvreté en l'absence de planification et d'anticipation⁸⁸. Il est toutefois probable que seul un changement de modèle de gouvernance urbaine ou davantage de décentralisation permettra un développement durable.

Les pays du G5 Sahel ont un potentiel important dans le domaine des ressources naturelles

Des systèmes agricoles plus efficaces ainsi que l'amélioration des infrastructures et de la planification dans les zones urbaines doivent être accompagnés d'efforts pour faciliter l'accès à la planification familiale et réduire la mortalité maternelle et infantile. Toutefois, un meilleur accès à la planification familiale ne signifie pas nécessairement une hausse de son utilisation. La promotion et le repositionnement de ces méthodes de planification familiale doivent donc s'accompagner de campagnes d'éducation et de sensibilisation appropriées.

L'amélioration de l'offre de soins de santé adaptés aux communautés renforcera également l'accès des femmes et des filles à l'éducation dans la région.

Les partenaires extérieurs doivent coordonner leurs efforts avec les acteurs locaux pour définir les rôles et promouvoir une compréhension commune des facteurs de changement s'ils souhaitent harmoniser un ensemble de priorités contradictoires. Construire un avenir meilleur dans la région nécessite des efforts concertés de la part de tous. Ceux-ci vont des vastes réseaux de communautés pastorales et agricoles à la gestion collective de ressources fluctuantes et de la résolution à l'amiable des conflits à la collaboration avec des acteurs internationaux influents.



LA POPULATION PEUT
BÉNÉFICIER DE PLANS
D'ÉLECTRIFICATION
SOLAIRE DANS DES
TERRITOIRES REÇULÉS

Les gouvernements des pays du G5 Sahel doivent cultiver les pratiques de bonne gouvernance à travers des systèmes et des institutions efficaces tout en s'efforçant d'améliorer la prestation de services et d'assurer la transparence et la responsabilisation des gouvernants afin de consolider la cohésion sociale et de renforcer la confiance entre l'État et les citoyens.

L'attention de la communauté internationale sur le Sahel est souvent liée au contrôle des flux de migrants vers l'Europe, à la lutte contre l'extrémisme violent, ainsi qu'à la réponse aux vulnérabilités provoquées par l'insécurité alimentaire et le changement climatique⁸⁹. Le risque d'une aggravation significative de cette situation est bien réel, comme le montre le scénario du Sahelistan. Inéluctablement, les solutions locales seront les plus durables, mais certaines d'entre elles, telles que les nouvelles réflexions sur l'avenir d'une union monétaire et le mécanisme actuel du franc CFA, pourraient

bénéficier d'une évaluation et d'analyses objectives. Le mécanisme du CFA semble actuellement freiner la relance du secteur agricole ainsi que la croissance potentielle du secteur manufacturier, qui doivent tous deux s'accompagner d'une intégration régionale pour débloquer des marchés plus vastes.

De plus, des efforts pour réduire le coût élevé des transferts de fonds en Afrique sub-saharienne pourraient contribuer à améliorer les conditions de vie, surtout si le volume actuel des flux informels peut être formalisé par l'introduction et l'utilisation de nouvelles technologies et un environnement de marché concurrentiel.

La communauté internationale doit contribuer à inverser la tendance « *de-risking* » des banques commerciales qui repose sur la fermeture des comptes bancaires de clients qui résident dans des pays ou appartiennent à des secteurs qui présentent un risque élevé de blanchiment d'argent ou de financement du terrorisme. Par exemple, l'utilisation de l'Internet et de la téléphonie mobile permettrait aux acteurs du marché de remises de fonds d'envisager l'utilisation des technologies de crypto-monnaie et de chaîne de blocs (*blockchain*) pour les transferts de fonds et la vérification d'identité⁹⁰.

Le Sahel dispose d'un riche héritage culturel et d'un fort potentiel touristique

Les pays du G5 Sahel ont un potentiel important dans le domaine des ressources naturelles, en particulier l'énergie renouvelable, qui peuvent contribuer à la diversification économique et au développement humain. La population peut également bénéficier de plans d'électrification solaire dans des territoires reculés qui fournissent de l'électricité à un prix raisonnable.

Le Sahel dispose également d'un riche héritage culturel avec un fort potentiel touristique, qui pourrait être une source de financement et de développement. Toutefois, aucune des ces potentialités ne peut être exploitée sans une sécurité suffisante, une prévisibilité des politiques et des investissements concertés dans les zones urbaines et rurales.



L'URBANISATION PEUT
ÊTRE UN MOTEUR POUR
L'INNOVATION ET
LA PRODUCTIVITÉ

Annexe

Interventions dans la plateforme IFs

Les ajustements du tableau A-1 ont été apportés au scénario de la Trajectoire actuelle de IFs en tenant compte des estimations de production future de gaz en Mauritanie, de l'impact des changements climatiques dans la région et des prévisions des niveaux d'accès à l'hygiène publique.

En résumé, les richesses liées au gaz peuvent apporter des bénéfices directs et indirects à la Mauritanie, mais les délais sont incertains. BP estime que le gaz sera mis en service d'ici 2021 et qu'environ 2 671,6 milliards de barils équivalent pétrole (bep) de gaz renouvelable seront mis en circulation dans la zone de Grand Tortue-

Ahmeyin avec un potentiel de production de 30 ans. Outre les ajustements du tableau A-1, la série initiale de IFs a également été rectifiée au moyen d'un dossier de projet qui a permis d'ajuster la valeur initiale du gaz de raffinage IEA - Mauritanie à 0,0385 en 2015.

Le deuxième ensemble d'ajustements du tableau A-1 concerne les effets du changement climatique et le lien avec les rendements agricoles. Le Sahel est l'une des zones les plus touchées au monde et les ajustements présentent les modifications annuelles des rendements agricoles en fonction des estimations actuelles de l'ampleur du changement climatique par le GIEC.

Enfin, le niveau d'accès à l'assainissement, excessivement élevé dans la Trajectoire actuelle, a été revu à la baisse pour une projection plus réaliste.

Tableau A-1 : Ajustements de la Trajectoire actuelle

Paramètres dans IFs	Définition	Intervention
enpm (gaz) – Mauritanie	Multiplicateur de la production énergétique	Interpoler de 1 en 2015 à 3 en 2020 et 5 en 2021, interpoler à 1,25 en 2040
Réserves de combustibles fossiles (gaz) – Mauritanie	Réserves connues et exploitables (en bep)	Condition initiale définie à 9
prodtf (gaz) – Mauritanie	Ratio de réserve minimum	Condition initiale définie à 10
resor (gaz) – Mauritanie	Ressources en combustibles fossiles (bep) - final	Interpoler de 3,4848 en 2019 à 250 en 2040 et maintenir
enelecshrendemm – Mauritanie	L'électricité en tant que facteur multiplicateur de la demande d'énergie	Interpoler de 1 en 2020 à 2 en 2026, maintenir
envylchgm – Afrique - Sahel	Changement de rendement annuel à partir du coefficient multiplicateur du modèle environnemental	Interpoler de 1 en 2020 à 2,75 en 2040
co2prein – Mondial	Particules atmosphériques par million (CO ₂)	Interpoler à 250 en 2100
sanitationm – Afrique - Sahel	Multiplicateur d'accès à des installations sanitaires améliorées	Interpoler de 1 en 2015 à 0,9 en 2018, maintenir jusqu'en 2033 puis interpoler à 0,975 en 2040 et maintenir

Les interventions pour les composantes des scénarios Fleur du désert et Sahelistan sont indiquées dans les tableaux A-2 et A-3. Les interventions ont été effectuées au niveau collectif (les cinq pays du G5 Sahel), en s'appuyant sur les algorithmes de IFs pour allouer et interpréter les résultats par pays.

Tableau A-2 : Interventions dans le scénario Fleur du désert

Cluster d'intervention	Paramètres dans IFs	Définition	Intervention
Agriculture	ylm	Multiplicateur du rendement agricole	Interpoler de 1 en 2019 à 1,5 en 2024, maintenir
	clpcm	Multiplicateur de calories par habitant	Interpoler de 1 en 2019 à 1,1 en 2024, maintenir
	aglosstransm	Pertes avant consommation, après récolte (cultures)	Interpoler de 1 en 2019 à 0,85 en 2024, maintenir
Démographie	contrusm	Multiplicateur de l'utilisation de contraceptifs modernes	Interpoler de 1 en 2019 à 1,5 en 2024, maintenir
	hlmortchdchldm	Multiplicateur de la mortalité infantile	Interpoler de 1 en 2019 à 0,85 en 2024, maintenir
	hlmorcdadtm	Multiplicateur de la mortalité maternelle	Interpoler de 1 en 2019 à 0,85 en 2024, maintenir
Infrastructure	ensolfuelm	Multiplicateur de l'utilisation de combustible solide	Interpoler de 1 en 2019 à 0,85 en 2024, maintenir
	infraelecacm	Multiplicateur de l'accès à l'électricité	Interpoler de 1 en 2019 à 1,4 en 2024, maintenir
	watsafem (non amélioré)	Multiplicateur de l'accès à l'eau	Interpoler de 1 en 2019 à 0,675 en 2024, maintenir
	sanitationm	Multiplicateur de l'accès à l'assainissement	Interpoler de 1 en 2015 à 0,9 en 2018 puis interpoler à 1,25 en 2024, maintenir jusqu'en 2029 puis interpoler à 1 en 2034, maintenir
	ictbroadmobilm	Multiplicateur de l'accès au haut débit mobile	Interpoler de 1 en 2019 à 1,15 en 2024, maintenir
Gouvernance	govhhrtnwelm (non qualifié)	Multiplicateur des transferts aux ménages	Interpoler de 1 en 2019 à 1,15 en 2024, maintenir
	aidrecm	Multiplicateur d'aide internationale	Interpoler de 1 à 2019 à 1,1 à 2024, interpoler vers 1 en 2040
	xfdistockm	Multiplicateur des IDE	Interpoler à partir de 1 en 2024 à 1,015 en 2029, maintenir ensuite
	goveffectm	Multiplicateur de l'efficacité gouvernementale	Interpoler de 1 en 2019 à 1,125 en 2024, maintenir
	govcorruptm	Multiplicateur de la corruption	Interpoler de 1 en 2019 à 1,2 en 2024, maintenir
	econfreem	Multiplicateur de la liberté économique	Interpoler de 1 en 2019 à 1,075 en 2024, maintenir
	gemm	Multiplicateur de l'autonomisation des femmes	Interpoler de 1 en 2020 à 1,15 d'ici 2024, maintenir
Éducation	edpriintnm	Multiplicateur du taux de scolarisation primaire	Interpoler de 1 en 2019 à 1,4 en 2024, maintenir
	edprisum	Multiplicateur du maintien au primaire	Interpoler de 1 en 2019 à 1,2 en 2024, maintenir
	edseclowtranm	Multiplicateur du taux d'accès au premier cycle du secondaire	Interpoler de 1 en 2019 à 1,2 en 2024, maintenir
	edseclowgram	Multiplicateur du taux de diplôme d'études secondaires du premier cycle	Interpoler de 1 en 2019 à 1,2 en 2024, maintenir

Tableau A-3 : Interventions dans le scénario Sahelistan

Paramètres dans IFs	Définition	Intervention
ylm	Multiplicateur du rendement agricole	Interpoler de 1 en 2020 à 0,6 en 2022 maintenir pendant 1 an, puis varier/répéter à 0,75 maintenir pendant 1 an, interpoler à 0,9 pour 2 ans, puis revenir à 1 en 2030 et maintenir
gdsm (militaire)	Multiplicateur des dépenses gouvernementales par destination	En 2021 varier/répéter à 2 pendant 6 ans, puis en 2027 varier/répéter à 1 et maintenir
govcorruptm	Multiplicateur de la corruption	Interpoler de 1 en 2020 à 0,9 en 2024 et maintenir
goveffectm	Multiplicateur de l'efficacité gouvernementale	Interpoler de 1 en 2020 à 0,9 en 2024 et maintenir
econfreem	Multiplicateur de la liberté économique	Interpoler de 1 en 2020 à 0,9 en 2024 et maintenir
SFINTLWARALL	Probabilité de défaillance de l'État	1
SFINTWARMAG	Ampleur de la guerre civile	2,675
govriskm	Multiplicateurs de risque dus aux politiques gouvernementales	En 2022 varier/répéter à 2 pour 3 ans, puis varier/répéter à 1,1 et maintenir

Tableau A-4 : Résultats de l'intervention et justification/repères de référence pour Fleur du désert

	Résultat	Justification
Éducation :		
Taux de scolarisation net au primaire	Le taux de scolarisation net au primaire augmente de 39,6 % pour passer de 67 % à 93,6 % entre 2020 et 2024.	Les pays africains à faible revenu ont amélioré le taux de scolarisation net entre 2000 et 2005 de 64,4 % à 98,9 % (soit 34,5 points de pourcentage et une augmentation de 53,5 %).
Maintien au primaire (total)	Le maintien à l'école primaire augmente de 24,5 % pour passer de 68,9 % à 85,8 % entre 2020 et 2024.	Les pays du G5 Sahel ont amélioré le taux de maintien à l'école primaire de 44 % à 66,3 % entre 1995 et 2000 (soit 22,3 points de pourcentage et une augmentation de 50,7 %).
Accès au premier cycle du secondaire	La transition du primaire au premier cycle du secondaire s'améliore de 21,7 %, passant de 77,1 % à 93,8 % entre 2020 et 2024.	Dans les pays africains à faible revenu, le taux de transition du primaire au secondaire marque une amélioration en passant de 64,9 % en 1985 à 90,2 % en 1990 (soit 25,3 points de pourcentage et 38,9 %).
Obtention du diplôme du premier cycle du secondaire	Le taux d'obtention du diplôme du premier cycle du secondaire progresse de 24,3 points de pourcentage, passant de 29,2 % à 39,8 % entre 2020 et 2024.	Le taux moyen d'obtention du diplôme du premier cycle du secondaire est seulement de 28 % en 2018 (un taux faible qui peut facilement être doublé).
Infrastructure :		
Utilisation de combustible solide	L'utilisation des fourneaux traditionnels diminue de 7,5 % : entre 2020 et 2024, le nombre d'utilisateurs passe de 9,3 millions de personnes à 8,6 millions.	Selon la Banque mondiale, dans les pays à revenu intermédiaire supérieur l'utilisation de fourneaux traditionnels a diminué de 3,4 % entre 1970 et 1975 et dans les pays à revenu élevé, l'utilisation de cuisinières traditionnelles a diminué de 17,3 % entre 2005 et 2010.

	Résultat	Justification
Eau non-assainie	L'accès à une eau non potable diminue de 9,7 points de pourcentage, soit 30,2 points de pourcentage, passant de 32 % à 20,5 % entre 2020 et 2024.	Les pays africains à faible revenu ont réduit le pourcentage de la population ayant accès à une eau non potable entre 1990 et 1995 de 0,021 % à 0,017 % (soit 0,04 point de pourcentage et une diminution de 19 %).
Accès à l'électricité	L'accès à l'électricité augmente de 15,24 points de pourcentage, passant de 22,9 % à 38,1 % entre 2020 et 2024.	Le Kenya a amélioré l'accès à l'électricité de 60 %. La région dispose également d'un potentiel gigantesque pour une électrification hors réseau qui pourrait rapidement augmenter l'accès à l'électricité.
Haut débit mobile	L'accès au haut débit mobile augmente de 230 % pour passer de 13,1 à 43,3 abonnements pour cent personnes entre 2020 et 2024.	Les pays africains à faible revenu ont étendu l'accès au haut débit mobile de plus de 100 % entre 2008 et 2013, passant de 0,44 % à 5 %.
Planification familiale :		
Contraception moderne	L'accès à la contraception augmente de 14,21 points de pourcentage, soit de 17,6 % en 2020 à 31,8 % en 2024.	L'accès à la contraception au sein du G5 Sahel (17 %) est inférieur de plus de 15 points de pourcentage par rapport à celui des pays africains à faible revenu situé à 32 % en 2018. Cette poussée, bien que dynamique, est réalisable car elle part d'un bas niveau.
Mortalité maternelle	Le taux de mortalité maternelle diminue de 9,6 %, pour passer de 558,1 décès pour 100 000 naissances à 504,6 entre 2020 et 2024.	Les pays du MENA ont réduit le taux de mortalité maternelle entre 1993 et 1998 de 188 à 137 (soit une diminution de 26,8 %).
Mortalité infantile	La mortalité infantile diminue de 37,4 % pour passer de 61 décès pour 1 000 enfants à 44,4 entre 2020 et 2024.	Entre 1962 et 1967, les pays africains à faible revenu ont réduit la mortalité infantile de presque 32 %, passant de 220 décès pour 1 000 enfants à 150.
Agriculture :		
Rendements agricoles	Les rendements agricoles augmentent de 49,6 %, passant de 1,23 en 2020 à 1,84 en 2024.	Les rendements agricoles actuels de la région sont bien en-deçà de la moyenne des pays africains à faible revenu et n'est comparable qu'à ceux du MENA dans les années 1970. Les chiffres étant très bas (1,2), une poussée dynamique est possible sur les rendements pour, au moins, avoisiner la moyenne actuelle des pays africains à faible revenu.
Consommation calorique	La consommation de calories augmente de 11 %, passant de 1 701 en 2020 à 2 999 en 2024.	L'Asie du Sud a augmenté sa demande calorique de 1 894,7 à 2 168,8 entre 1984 et 1989 (soit 274 calories de plus et une augmentation d'environ 14,5 %).
Perte agricole	Les pertes agricoles au cours de la transmission diminuent de 6,4 % par rapport à la Trajectoire actuelle en 2024, passant de 4,8 millions de tonnes métriques (mtm) à 4,5 mtm.	

	Résultat	Justification
Gouvernance :		
Perception de la corruption	La corruption gouvernementale augmente de 24,9 %, passant de 2,54 à 3,18 entre 2020 et 2024.	La région MENA a réduit la perception de la corruption gouvernementale de près de 17 % entre 1960 et 1965, soit de 4,1 à 4,8.
Efficacité du gouvernement	L'efficacité gouvernementale s'améliore de 16,8 %, soit de 1,55 à 1,81 entre 2020 et 2024.	Le Maghreb a amélioré l'efficacité gouvernementale de 13,6 % entre 1997 et 2002, passant de 1,7863 à 2,0297.
Transferts entre les ménages (non qualifiés)	Les transferts du gouvernement aux ménages progressent de 52,4 %, passant de 2,1 milliards à 3,2 milliards entre 2020 et 2024.	
Aide étrangère	L'APD augmente de 32,9 %, passant de 6,2 milliards à 8,2 milliards entre 2020 et 2024.	En comparaison avec le financement des projets de développement régionaux et les possibilités de financement supplémentaire à court terme.
Liberté économique	La liberté économique s'améliore de 8,4 %, passant de 5,7 à 6,2 entre 2020 et 2024.	
Investissements directs étrangers (IDE)	Les IDE augmentent de 28,8 %, passant de 47,8 à 61,6 milliards entre 2024 et 2029.	Les cinq pays sont dotés de ressources naturelles qui peuvent attirer les IDE.
Autonomisation des femmes	L'autonomisation des femmes progresse de 14,3 %, passant de 0,265 à 0,3029 entre 2020 et 2024.	L'Asie du Sud-est a amélioré l'autonomisation des femmes de 25,6 %, passant de 0,3 à 0,41 entre 1985 et 1990.

Remerciements

Ce rapport a été produit par le programme Futurs africains et Innovation (African Futures and Innovation, AFI) à Pretoria et le personnel du bureau de l'Institut d'études de sécurité (ISS) à Dakar avec le soutien de l'Institut néerlandais pour les affaires internationales, Clingendael et le Frederick S Pardee Center for International Futures de l'université de Denver. Les personnes suivantes ont considérablement contribué à ce rapport à différentes étapes : Lori-Anne Thérout-Benoni, Fonteh Akum, Jeannine Ella Abatan, Mickey Rafa, Alex Porter, Fransje Molenaar et Jonathan Moyer. Les auteurs tiennent également à remercier les nombreux responsables gouvernementaux, bailleurs, universitaires et autres participants présents à l'atelier consultatif à Dakar du 1^{er} au 5 octobre 2018.

Notes

- 1 S Laurent, *Sahelistan : de la Libye au Mali, au cœur du nouveau Jihad*, Paris, éditions du Seuil, 2013. www.amazon.fr/Sahelistan-Samuel-Laurent/dp/2021113353#reader_B00CFMZUOM, (consulté le 2 juin 2019).
- 2 Voir l'Article 4 de la Convention portant création du G5 Sahel, adoptée à Nouakchott en Mauritanie le 19 décembre 2014, disponible en ligne à www.g5sahel.org/images/convention.pdf, (consulté le 10 juin 2019). Pour plus d'information sur la Force mixte du G5 Sahel, voir *Force du G5 Sahel : trouver sa place dans l'embouteillage sécuritaire*, Rapport de l'International Crisis Group, 6 juillet 2016, www.crisisgroup.org/africa/west-africa/mali/central-mali-uprising-making, (consulté le 10 juin 2019).
- 3 Pour plus d'information voir www.uneca.org/oria/pages/cen-sad-community-sahel-saharan-states, (consulté le 13 juin 2019).
- 4 Pour plus d'information voir le site Internet de la Commission de la CEDEAO : www.ecowas.int/a-propos-de-la-cedeao/historique/?lang=fr, (consulté le 12 juin 2019).
- 5 Pour plus d'information, voir www.uneca.org/oria/pages/amu-arab-maghreb-union, (consulté le 12 juin 2019).
- 6 Pour plus d'information, voir <https://au.int/en/recs/eccas>, (consulté le 14 juin 2019).
- 7 Pour plus d'information voir le site Internet de la CEMAC : www.cemac.int/, (consulté le 12 juin 2019).
- 8 A Simoes et C Hidalgo, The Economic Complexity Observatory: an analytical tool for understanding the dynamics of economic development, 25th Association for the Advancement of Artificial Intelligence (AAAI) Conference on Artificial Intelligence workshops, 2011, <https://atlas.media.mit.edu/en/>.
- 9 USAID, Regional Factsheet, Climate change risk profile: West Africa Sahel, 2017, www.climatelinks.org/file/2974/download?token=-bZpF9pZ.
- 10 United Nations Secretary-General (UNSG), Take decisive action to save Lake Chad, secretary-general urges governments, international community, in message for international conference, communiqué de presse du 28 février 2018, www.un.org/press/en/2018/sgsm18918.doc.htm.
- 11 Food and Agriculture Organization (FAO), Lake Chad Basin: a crisis rooted in hunger, poverty and lack of rural development, Media Report, 11 avril 2017, www.fao.org/news/story/en/item/880741/icode/.
- 12 K Hansen, The rise and fall of Africa's great lake, NASA Earth Observatory, novembre 2017, <https://earthobservatory.nasa.gov/Features/LakeChad>.
- 13 L'Organisation mondiale de la santé (OMS) définit la malnutrition aiguë sévère comme un rapport poids/taille inférieur de plus de trois écarts-types aux normes de croissance médianes de l'OMS. Voir OMS, Severe acute malnutrition, www.who.int/nutrition/topics/malnutrition/en/ ; Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH), bassin du lac Tchad : aperçu de la crise, 26 juillet 2018, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Lac%20Chad%20Snapshot_26%20July%202018.pdf.
- 14 Lorsque des comparaisons sont faites avec les groupes africains à revenu faible et intermédiaire inférieur nous utilisons les groupements de la Banque mondiale, mais nous en avons exclu les pays du G5 de chaque groupe, d'où le terme « autres » groupes à revenu faible et intermédiaire inférieur.
- 15 L'analyse a été effectuée en utilisant des dollars constants en parité de pouvoir d'achat.
- 16 Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (IPCC), Working Group II: impacts, adaptation and vulnerability, www.ipcc.ch/ipccreports/tar/wg2/index.php?idp=403.
- 17 OCHA, Lake Chad Basin: crisis overview, 26 juillet 2017, <https://data2.unhcr.org/en/documents/download/58480>.
- 18 L'Overseas Development Institute (ODI) et le Climate and Development Knowledge Network (CDKN), The IPCC's Fifth Assessment Report: what's in it for Africa?, 2014, 14, https://cdkn.org/resource/highlights-africa-ar5/?loclang=en_gb.
- 19 Geophysical Fluid Dynamics Laboratory (GFDL), Sahel drought: understanding the past and predicting the future, www.gfdl.noaa.gov/sahel-drought/.
- 20 I Niang et al., Africa, dans CB Field et al. (dirs.), *Climate change 2014: impacts, adaptation, and vulnerability: Contribution of Working Group II to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, IPCC, 2014, www.hko.gov.hk/climate_change/ed_package/doc/impacts_av.pdf.
- 21 Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), Journey to extremism in Africa : drivers, incentives and the tipping point for recruitment, 2017, <http://journey-to-extremism.undp.org>.
- 22 B Zogg, Organized crime: fueling corruption and Mali's desert war, IPI Global Observatory, 27 février 2018, <https://theglobalobservatory.org/2018/02/organized-crime-corruption-mali/>.
- 23 Voir AK Clunan et HA Trinkunas (dirs.), *Ungoverned spaces: alternatives to state authority in an era of softened sovereignty*, Palo Alto : Stanford University Press, 2010.
- 24 NATO Strategic Direction-South Hub, Challenges for the newly formed G5 Sahel Force (quick overview), juillet 2018, www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&ved=2ahUKEwjCubrlx5fgAhUYSBUIHbfOCroQFJA AegQICRAC&url=https%3A%2F%2Fwww.thesouthernhub.org%2Fsystems%2Ffile_download.ashx%3Fpg%3D820%26ver%3D1&usg=AOvVaw2B0xRmlr5GH0YV7stHp_RN.

- 25 La MINUSMA a prévu un budget de 44 millions de dollars américains (environ 36,7 millions d'euros) sur deux ans pour soutenir le FC-G5S. L'UE, quant à elle, a mandaté 10 millions d'euros en février 2018, laissant un déficit important, et a étendu le mandat à la mission d'éducation de l'UE au Mali pour y inclure la fourniture de conseils et une aide au niveau de l'éducation au FC-G5S. Security Council Report, November 2018 monthly forecast: Group of Five for the Sahel, 30 octobre 2018, www.securitycouncilreport.org/monthly-forecast/2018-11/group_of_five_for_the_sahel.php.
- 26 L'opération Barkhane (intervention française au Sahel) a été lancée le 1er août 2014 et vise en priorité à favoriser l'appropriation par les pays partenaires du G5 Sahel de la lutte contre les groupes armés terroristes (GAT), sur l'ensemble de la bande sahélo-saharienne (BSS). Pour plus d'information voir Opération Barkhane, dossier de presse du ministère des Armées françaises (février 2019), www.defense.gouv.fr/operations/barkhane/dossier-de-presentation/operation-barkhane, (consulté le 22 juin 2019).
- 27 Voir World Bank Group, migration and remittances: recent developments and outlook: transit migration, Migration and Development Brief, 29, avril 2018, 9, 12, 14, 19, 22-23, <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/30280/129443-BRI-PUBLIC-Knowledge-Note-Add-Series-Migration-and-Development-Brief-29.pdf?sequence=1&isAllowed=y>.
- 28 L'Alliance du Sahel concentrera ses efforts sur six secteurs : l'emploi des jeunes, le développement rural et la sécurité alimentaire, l'énergie et le climat, la gouvernance, la décentralisation, l'accès aux services de base et la sécurité.
- 29 Future potential: how Mauritania and Senegal are set to become new players in natural gas supply, *BP Magazine*, 8 mai 2017, www.bp.com/en/global/corporate/news-and-insights/bp-magazine/emma-delaney-mauritania-senegal-gas-development.html. Cinquante tfc équivalent à 8 903,38 milliards de barils de pétrole-BBOE et 15 tfc à 2 671,6 BBOE.
- 30 Natural Resource Governance Institute (NRGI), The resource curse: the political and economic challenges of natural resource wealth, NRG Reader, mars 2015, https://resourcegovernance.org/sites/default/files/nrgi_Resource-Curse.pdf.
- 31 Eleven Sahel countries to benefit from AfDB funding, *ESI Africa*, 12 avril 2018, www.esi-africa.com/some-sahel-countries-to-benefit-from-afdb-funding/.
- 32 JS Hill, Desert to solar program aims to expand solar in Africa Sahel region, *Clean Technica*, 5 juin 2018, <https://cleantechnica.com/2018/06/05/desert-to-solar-program-aims-to-expand-solar-in-african-sahel-region/>.
- 33 International Futures (IFs), Guide to scenario analysis in International Futures (IFs): multifactor productivity, [https://pardee.du.edu/wiki/Guide_to_Scenario_Analysis_in_International_Futures_\(IFs\)#Multifactor_Productivity](https://pardee.du.edu/wiki/Guide_to_Scenario_Analysis_in_International_Futures_(IFs)#Multifactor_Productivity).
- 34 Ibid. Par rapport, bien sûr, à ce à quoi on pourrait s'attendre en fonction du niveau de développement économique du pays. Dans chacune des quatre catégories, la PMF est calculée à partir d'un panier de valeurs résiduelles composé de valeurs réelles et attendues pour un certain nombre d'indicateurs différents. La valeur estimée est calculée à l'aide d'une régression bivariée avec le PIB par habitant comme valeur indépendante.
- 35 Consultez, par exemple, UN Economic Commission for Africa (UNECA), Economic report on Africa: urbanization and industrialization for Africa's transformation, 2017, www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/web_en_era-2017_01.pdf ; African Development Bank (AfDB), Rail infrastructure in Africa: financing policy options, 2015, https://docs.google.com/viewer?url=https%3A%2F%2Fwww.afdb.org%2Ffileadmin%2Fuploads%2Fafdb%2FDocuments%2FEvents%2FATFforum%2FRail_Infrastructure_in_Africa_-_Financing_Policy_Options_-_AfDB.pdf.
- 36 Mauritania: water crisis in Nouakchott, Euronews, 22 juillet 2014, www.euronews.com/2014/07/22/mauritania-water-crisis-in-nouakchott.
- 37 WaterAid, Post-2015 toolkit: WASH and health, <https://washmatters.wateraid.org/sites/g/files/jkxoof256/files/6%20WASH%20and%20health.pdf>.
- 38 Il s'agit d'une catégorie « fourre-tout » de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) regroupant des maladies transmissibles mondialement moins répandues/proéminentes dans le domaine des maladies infectieuses.
- 39 B Hughes et al., *Patterns of potential human progress (volume 3): improving global health*, 2011, <https://pardee.du.edu/pphp-3-improving-global-health>
- 40 World Bank, The World Bank in Mali: overview, juin 2018, 22, www.worldbank.org/en/country/mali/overview
- 41 S Eckert et S Kohler, Urbanization and health in developing countries: a systematic review, *World Health Popul.*, 15:1, 2014.
- 42 Ibid.
- 43 P Reddy et P Bell, Rural areas and the Internet, Pew Research Centre, février 2004, www.pewinternet.org/2004/02/17/rural-areas-and-the-internet/.
- 44 T Ap, Jihadist pleads guilty to destroying ancient Timbuktu artifacts, CNN, août 2016, <https://edition.cnn.com/2016/08/22/africa/mali-timbuktu-war-crimes/index.html>.
- 45 Spice of life: Niger region lifts ban on red pepper, *News24*, 18 octobre 2017, www.news24.com/Africa/News/spice-of-life-niger-region-lifts-ban-on-red-pepper-20171018.
- 46 J Zenn, The Sahel's militant 'melting pot': Hamadou Kouffa's Macina Liberation Front (MLF), *Terrorism Monitor*, 13:22, novembre 2015.
- 47 UN Department of Economic and Social Affairs (UNDESA), Population Division, Estimates and Projections of Family Planning Indicators 2018, New York : ONU, 2018.
- 48 JA Walker, Mapping early marriage in West Africa: a scan of trends, interventions, what works, best practices and the way forward, Ford Foundation, septembre 2013, www.girlsnotbrides.org/wp-content/uploads/2013/10/Ford-Foundation-CM-West-Africa-2013_09.pdf
- 49 Planification Familiale, Accélération phase 2016-2020, <https://partenariatouaga.org/en/acceleration-phase-2016-2020/>.
- 50 De nombreux pays en conflit, tels que la Somalie et le Sud-Soudan, ainsi que des États relativement proches, tels que l'Erythrée, la Corée du Nord et l'Ouzbékistan, ne fournissent aucune donnée.
- 51 Les taux de croissance économiques ne se limitent pas, bien entendu, au rapport entre la taille de la population active et celle des personnes à charge. Cependant, cette relation est tellement importante qu'elle explique à elle seule environ un tiers de la

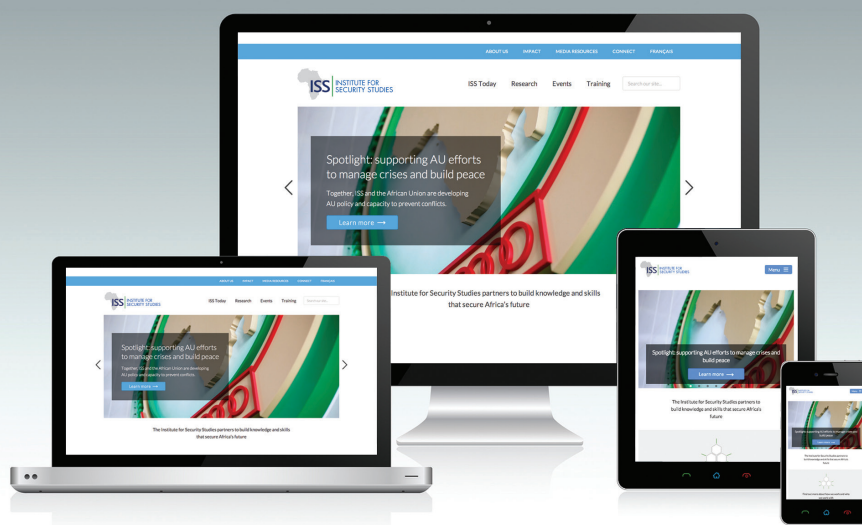
- croissance de l'Asie de l'Est pendant son miracle économique. Une part conséquente du reste a été réalisée grâce à la détermination pour mener des politiques d'exportation qui ont créé des emplois dans le secteur de la production pour sa population à la croissance démographique rapide ; D Canning, S Raja et AS Yazbeck (dirs.), *Africa's demographic transition: dividend or disaster?*, World Bank, African Development Forum series, 2015, 6-7, <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/22036/9781464804892.pdf?sequence=3&isAllowed=y> ; J Cilliers, *Getting to Africa's demographic dividend*, Institute for Security Studies (ISS), *Africa Report*, 31 août 2018, <https://issafrica.org/research/africa-report/getting-to-africas-demographic-dividend>.
- 52 La Chine et les Tigres asiatiques, par exemple, ont atteint un rapport d'environ 2,8:1 – ce qui signifie que ces pays disposaient d'environ 280 travailleurs pour aider 100 personnes à charge. Au Tchad et au Niger, il n'y aura en 2040 qu'environ 120 travailleurs pour aider 100 personnes à charge.
 - 53 Commission européenne, Fond fiduciaire d'urgence pour l'Afrique, Projet d'appui aux filières agricoles dans les régions de Tahoua et Agadez, https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/region/sahel-lake-chad/niger/projet-dappui-aux-filieres-agricoles-dans-les-regions-de-tahoua-et_en.
 - 54 ST Kandji, L Verchot et J Mackensen, *Climate change and variability in Southern Africa: impacts and adaptation strategies in the agricultural sector*, UNEP et World Agroforestry Centre (ICRAF), 2006, www.asocam.org/sites/default/files/publicaciones/files/b2abab9640bcf4f02618171e416406d0.pdf.
 - 55 USAID, *Climate change risk profile: West Africa and Sahel*, Regional Fact Sheet, avril 2017, www.climatechange.org/sites/default/files/asset/document/2017%20April_USAID%20ATLAS_Climate%20Change%20Risk%20Profile%20-%20Sahel.pdf.
 - 56 FAO, *Lake Chad Basin crisis: response strategy (2017-2019)*, 2017, www.fao.org/emergencies/resources/documents/resources-detail/en/c/886247/.
 - 57 FAO et WFP, *Food security and humanitarian implications in West Africa and the Sahel*, avril-mai 2017, <https://data2.unhcr.org/ar/documents/download/57555>.
 - 58 TERR Africa, *Sahel drought deepens food insecurity, armed conflict and pushes millions of people into extreme poverty*, mai 2018, <http://terrafrica.org/sahel-drought-deepens-food-insecurity-armed-conflict-and-extreme-poverty/>.
 - 59 Organisation internationale du travail (OIT), *Statistiques et base de données*, www.ilo.org/global/statistics-and-databases/lang--fr/index.htm. L'OIT estime que près de 30 % de la force de travail du Burkina Faso se trouve dans l'agriculture, mais l'USAID avance le chiffre de 70 %. Les autres chiffres de l'USAID s'alignent largement avec ceux de l'OIT.
 - 60 Mo Ibrahim Foundation, *2018 Ibrahim Index of African Governance: index report*, 7, <http://s.mo.ibrahim.foundation/u/2018/10/28183452/2018-Index-Report.pdf>.
 - 61 Le pays a modestement amélioré sa note générale au cours des dernières années, bien que la sécurité et l'état de droit se soient détériorés et il existe également des signes de baisse des niveaux de l'efficacité gouvernementale.
 - 62 World Bank, *World Governance Indicators*, <http://info.worldbank.org/governance/wgi/#reports>
 - 63 Transparency International, www.transparency.org/.
 - 64 Connu également sous le nom de « Loi de Wagner », le ratio du revenu gouvernemental sur le PIB est une manière courante de mesurer la capacité de l'État, mais aussi la corruption, il représente la mesure de la capacité du gouvernement dans IFs.
 - 65 Voir J Cilliers, *Fertility, growth and the future of aid in sub-Saharan Africa*, ISS, *Africa Report*, 10 octobre 2017, <https://issafrica.org/research/africa-report/fertility-growth-and-the-future-of-aid-in-sub-saharan-africa>.
 - 66 Voir T Hagmann et F Reyntjens, *Aid and authoritarianism in Africa: development without democracy*, London : Zed Books, 2016, en particulier l'introduction.
 - 67 UN Support Plan for the Sahel, mai 2018, www.un.org/africarenewal/sites/www.un.org.africarenewal/files/English%20Summary%20Report_0.pdf.
 - 68 World Bank Group, *Migration and remittances: recent developments and outlook: transit migration*, *Migration and Development Brief*, 29, avril 2018, 33-34, <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/30280/129443-BRI-PUBLIC-Knowledge-Note-Add-Series-Migration-and-Development-Brief-29.pdf?sequence=1&isAllowed=y>.
 - 69 Cette analyse repose sur les données de Polity IV, disponibles à www.systemicpeace.com dans IFs. La définition de la démocratie de Polity équivaut une démocratie électorale (ou fragile).
 - 70 OIT, *Statistiques et base de données*, www.ilo.org/global/statistics-and-databases/lang--fr/index.htm.
 - 71 Voir, par exemple, Security Council Report, *Monthly forecast: peacebuilding and sustaining peace*, décembre 2018, 5, www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/2018_12_forecast.pdf.
 - 72 World Bank Group, *Migration and remittances: recent developments and outlook: transit migration*, *Migration and Development Brief*, 29, avril 2018, 6, <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/30280/129443-BRI-PUBLIC-Knowledge-Note-Add-Series-Migration-and-Development-Brief-29.pdf?sequence=1&isAllowed=y>.
 - 73 Voir, par exemple, *From the CFA franc to the eco: the uncertain future of the future West African currency – RFI, Teller Report*, 4 août 2019, www.tellerreport.com/news/2019-08-04---from-the-cfa-franc-to-the-eco---the-uncertain-future-of-the-future-west-african-currency---rfi-.BJevnqv4XB.html.
 - 74 J Cilliers, *Made in Africa: manufacturing and the Fourth Industrial Revolution*, ISS, *Africa in the World Report*, 8, avril 2018, <https://issafrica.org/research/africa-report/made-in-africa-manufacturing-and-the-fourth-industrial-revolution>.
 - 75 Voir, par exemple, GhanaPost, *Unique digital addresses for all locations across Ghana*, www.ghanapostgps.com/.
 - 76 La Sierra Leone (2006-2010) et le Lesotho (2009-2013) ont amélioré les rendements de plus de 60 % alors que la croissance du Cambodge a connue une augmentation supérieure à 50 % (sur n'importe quel intervalle de cinq ans) entre 2002 et 2013.
 - 77 Entre 1990 et 1995 dans la région MENA, le nombre moyen des naissances par femme a baissé de 4,9 à 4, chiffre similaire à la baisse mentionnée ici (5,9 en 2019 à 5 en 2024).
 - 78 Les pays africains à revenus faibles ont vu leur taux brut de scolarisation passer de 65 % en 1999 à 85 % en 2003, une augmentation similaire à celle de 95 % à 116 % constatée ici.

- Les pays africains à faible revenu ont également atteint une augmentation comparable en termes de taux d'achèvement (5 points de pourcentage) entre 2005 et 2010.
- 79** Le Rwanda a amélioré son score au niveau de l'indice TI passant de 2,5 en 2006 à 5 en 2011 (maximum 10) et l'indice d'efficacité de la gouvernance de la BM de 1,3 en 1996 à 2,6 en 2011 (maximum 5), soit une amélioration de 100 points dans les deux cas.
- 80** En 2014, les pays du G5 ont reçu 3,51 milliards d'euros d'aide étrangère, et la Trajectoire actuelle de IFs prévoit une augmentation à 8,47 milliards d'euros d'ici 2030 et à 12,01 milliards d'euros d'ici 2040. En ce qui concerne le scénario Fleur du Désert, ces montants atteignent 9,79 milliards d'euros en 2030 et 13,2 milliards d'euros en 2040. En proportion du PIB, ces transferts seraient encore nettement inférieurs à la moyenne des autres pays africains à faible revenu.
- 81** Entre 2000 et 2004, l'Éthiopie a amélioré l'accès à l'eau potable de 10 points de pourcentage alors que le Cambodge et le Laos ont chacun augmenté l'accès à l'assainissement de 10 points pendant la même période, ce qui est semblable aux augmentations obtenues dans ce scénario.
- 82** UNDESA, Population Division, *Estimates and projections of family planning indicators 2018*, New York : UN, 2018.
- 83** Les taux de rétention au primaire s'amélioreront de 8 points d'ici 2040, passant à 88 %, comparé à 80 % dans la Trajectoire actuelle. Les taux élevés de scolarisation et les taux élevés de rétention dans le primaire contribuent le plus à l'amélioration de la transition entre l'enseignement primaire et le premier cycle du secondaire. L'enseignement secondaire du premier cycle atteint 74 % contre 61 en 2040 dans la Trajectoire actuelle.
- 84** S Michailof, *Africanistan: development or jihad*, Oxford : Oxford University Press, 2018, 24.
- 85** La Mauritanie dépend à 52 % de ses importations.
- 86** En 2030, la population totale âgée de 20 ans et plus devrait atteindre 53,17 millions et 74,97 millions en 2040.
- 87** World Bank, Transforming agriculture in the Sahel: what would it take?, 2013, www.droughtmanagement.info/literature/WB_transforming_agriculture_sahel_2013.pdf.
- 88** Voir P Collier, African urbanization: an analytic policy guide, International Growth Centre (IGC), mai 2016, www.theigc.org/wp-content/uploads/2016/05/Collier-2016-Policy-brief.pdf. En 2030, la population totale âgée de plus de 20 ans s'élèvera à 53,17 millions et à 74,97 millions en 2040.
- 89** UN Office on Drugs and Crime (UNODC), Sahel: governments achieve positive results with UN support, février 2018, www.unodc.org/unodc/en/frontpage/2018/February/sahel_-_governments-achieve-positive-results-with-un-support.html.
- 90** Le Conseil de stabilité financière (FSB) a, par exemple, proposé un plan d'action en quatre points et 19 recommandations relatives aux sujets suivants : « (i) promotion du dialogue et de la communication entre les secteurs bancaire et de transfert de fonds, (ii) normes internationales et la surveillance du secteur des envois de fonds, (iii) recours à l'innovation, et, (iv) assistance technique dans le domaine des envois de fonds ». En mars 2018, le FSB a présenté deux rapports lors de la réunion des ministres des Finances et des gouverneurs des banques centrales du G-20. Comme indiqué dans World Bank Group, Migration and remittances: recent developments and outlook: transit migration, *Migration and Development Brief*, 29, avril 2018, 6, 8, <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/30280/129443-BRI-PUBLIC-Knowledge-Note-Add-Series-Migration-and-Development-Brief-29.pdf?sequence=1&isAllowed=y>.

L'Institut d'études de sécurité établit des partenariats pour renforcer les savoirs et les compétences en vue d'un meilleur futur pour l'Afrique

Visitez notre site Internet pour accéder aux toutes dernières analyses, études et informations

www.issafrica.org



Etape 1 Rendez-vous sur www.issafrica.org

Etape 2 Allez à la page d'accueil de l'ISS tout en bas à droite et remplissez vos données d'inscription

À propos des auteurs

Stellah Kwasi, chercheuse, ISS Pretoria

Jakkie Cilliers, chef de programme, ISS Pretoria

Zachary Donnenfeld, consultant chercheur principal

Lily Welborn, chercheuse, ISS Pretoria

Ibrahim Maïga, chercheur, ISS Dakar

À propos du rapport sur Afrique de l'Ouest de l'ISS

Les rapports Afrique de l'Ouest proposent les résultats d'analyses poussées sur les problématiques actuelles liées à la sécurité humaine dans la région. Certains rapports analysent les grandes tendances des conflits et des menaces pour la paix et la sécurité, tandis que d'autres se concentrent sur les défis auxquels la région fait face, tels que la réforme du système électoral, la corruption ou les conflits intraétatiques.

À propos de l'ISS

L'Institut d'études de sécurité établit des partenariats pour consolider les savoirs et les compétences afin de bâtir un meilleur futur pour l'Afrique. L'ISS est une organisation africaine à but non lucratif ayant des bureaux en Afrique du Sud, au Kenya, en Éthiopie et au Sénégal. L'ISS fait usage de ses réseaux et de son influence pour proposer aux gouvernements et à la société civile des analyses pertinentes et fiables, ainsi que des formations pratiques et une assistance technique.

Remerciements



Government of the Netherlands



Ce rapport a été financé par le gouvernement des Pays-Bas, la fondation Hanns Seidel et l'Agence suédoise de développement et coopération internationale. L'ISS souhaite remercier les membres suivants de son Forum des partenaires pour leur appui : l'Union européenne, la Fondation Hanns Seidel et les gouvernements de l'Australie, du Canada, du Danemark, des États-Unis, de la Finlande, de l'Irlande, de la Norvège, des Pays-Bas et de la Suède.

© 2019, Institut d'études de sécurité

L'ISS et l'auteur du présent article disposent des droits d'auteur pour l'intégralité de ce rapport, qui ne peut être reproduit, en totalité ou en partie, sans l'autorisation expresse, par écrit, de son auteur et de l'Institut.

Les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celles de l'ISS, des membres de son conseil d'administration, des membres de son conseil consultatif, ou de ses donateurs. Les auteurs contribuent aux publications de l'ISS à titre personnel.

Image de couverture : Oxfam International/Flickr

ISSN 2617-815X Papier
ISSN 2617-8168 Numérique



9 772617 816008